

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

Les VACANCES PARLEMENTAIRES

sont annoncées

A quand celles de la LÉGALITÉ ?

AU-DESSUS DE LA CONFÉRENCE DES 21

Il semble que le problème allemand, auquel la Conférence du Luxembourg tarde à s'attaquer, tourne autour de ces deux questions : la sécurité d'abord, les réparations ensuite. Débarrassons-nous, avant toute autre chose, des conceptions politiques courantes, sinon le problème nous sera non seulement insoluble, mais surtout inabordable par incompréhension totale du sujet. Car s'il est un complexe très embrouillé par le parti-pris et la passion partisane, c'est bien la question allemande. En faisant véritablement et complètement abstraction de toutes ses opinions politiques primitivement ancrées en lui, le chercheur sincère aborde enfin un débat dégagé d'obstructions artificielles.

D'ailleurs, ne nous y trompons pas : le problème allemand est surtout un sujet d'ordre économique, créé puis alimenté et enfin solutionné dans l'avenir, par des considérations ou prédominances économiques.

La psychose de guerre, indéniable hélas, du peuple allemand, n'est, ou ne fut pas, l'apanage de ce peuple. Un simple coup d'œil dans l'histoire contemporaine nous apprend que, toujours,

lorsqu'un pays domine internationalement, ou croit dominer, l'économie générale, la croyance en un potentiel si dérangeant et mécanique plus puissant que celui des pays étrangers, entraîne cette psychose de guerre. C'est parce qu'ils sont convaincus de la puissance invincible de ce potentiel, plus que de la puissance militaire proprement dite, que les dirigeants d'une nation, après avoir fait partager leur opinion — vraie ou fautive — aux masses, entraînent leur pays dans l'aventure sanglante.

C'est parce que le peuple allemand a cru posséder un potentiel économique largement supérieur à celui de l'Europe que cette guerre n'a été pour lui qu'une question de temps, et non la question de la survie. C'est parce que, dans cette guerre, nous l'avons vu, le peuple allemand a été vaincu, que la sécurité n'est plus qu'un vain mot.

Ainsi, au point de vue spirituel, la sécurité tant recherchée résiderait, soit

dans une égalisation des forces économiques, soit dans une communauté même de ces forces mondiales. Cette dernière solution — la mise en commun du pouvoir économique — ne peut s'effectuer que dans une société libérale et doit donc être exclue à l'heure actuelle du programme international. C'est cependant la seule issue possible et il faudra que l'humanité y vienne tôt ou tard. La première solution est, elle aussi, incompatible avec la vitalité du capitalisme qui recherche, au contraire, la suprématie nationale au détriment du pays voisin. La sécurité idéologique, spirituelle, dans le régime est donc un leurre et ne peut exister en son sein. La sécurité ainsi envisagée, entraîne l'éviction du régime d'une insécurité permanente, éternelle et réelle.

La sécurité matérielle — du moins en ce qui concerne l'Allemagne et ses desseins guerriers plus ou moins réels — POURRAIT, si la sincérité de ceux qui la recherchent était véritable, pourrir, disons-nous, être trouvée rapidement. La force guerrière réside, nous l'avons dit, dans le degré de force économique du pays. L'Allemagne tenait le troisième rang mondial grâce à ses importations de minerai de fer. Le simple contrôle de ses importations futures la rendrait inoffensive. On l'a assez répété : la Ruhr est l'arsenal de l'Allemagne. Or la Ruhr, est-elle une pléthore de charbon — relative si on fait intervenir l'exportation — n'a pas de minerai de fer. Son principal fournisseur était la Lorraine. Il semble donc que le minerai de la vente mesurée de la « minette lorraine » contribuerait à résoudre le problème de la sécurité matérielle. Mais, ici encore, le régime capitaliste se trouve dans l'impossibilité totale de conserver une juste mesure de cette fourniture à l'industrie allemande, pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer dans cet article.

Ainsi la sécurité, idéologique et matérielle, est un leurre dans le cadre de notre régime et les palabres du Luxembourg et les conclusions auxquelles les charlatans qui y bavardent en ce moment s'arrêteront, n'y pourront absolument rien.

La question des réparations est aussi insoluble et nécessitera un autre article.

La force du Luxembourg devient ainsi une tragédie sans autre conclusion possible que le « statu quo » actuel.

DES COMMUNISTES toulousains voulant empêcher la vente du Libertaire sont rappelés à l'ordre

A Toulouse, les staliniens (que le vocabulaire usuel fait appeler, on ne sait pourquoi, « communistes »), mécontents, évidemment, des succès de la presse anarchiste, ont voulu se livrer à une expédition punitive du genre de celles organisées autrefois en Italie par Mussolini, par Trotsky et Staline en Russie et par Hitler en Allemagne.

C'est ainsi que le dimanche 4 août, ils ont voulu empêcher, par la violence, la vente du « Libertaire » à proximité de la Bourse du Travail. Des 9 heures, une quarantaine de fanatiques occupaient la Bourse et, à 9 h. 30, lançaient l'assaut contre nos vendeurs. L'énergie de ces derniers n'a pas été en reste ; et nous pouvons dire avec fierté que notre « équipe » a rapidement raison des émeutiers.

La police, alertée par ces hommes « courageux » (!) n'a pas eu à intervenir. L'assaut avait pris fin lorsqu'elle est arrivée — ce qui ne l'a pas empêchée de prendre des noms... Vieille habitude, sans doute ; et puis, une enquête, c'est si amusant à faire ! Dans le cas qui nous occupe, elle aurait vite trouvé l'origine des « responsabilités ».

Nous voulons espérer que cette expérience, de nos épurateurs, ne sera pas renouvelée et que les staliniens de Toulouse préféreront aller écouter les discours de leurs « grands hommes » plutôt que de tenter à nouveau de faire obstacle à la vente du « Libertaire ».

Que ces personnages sachent que le « Libertaire » est vendu depuis longtemps à la criée et que nous n'entendons pas changer des habitudes auxquelles nous sommes fermement attachés — même si celles-ci leur sont désagréables.

Notre presse continuera, n'en déplaise à ces âmes chagrines, à démasquer toutes les « saletés », d'où qu'elles viennent. Et que la garde prétorienne de Maurice Thorez se le tienne pour dit : si nous n'aimons pas employer l'injure — qui est leur arme favorite — nous ne sommes pas pour cela des tolérants. Et, faisant bon marché d'un conseil qui aurait été donné il y a deux mille ans par un certain Jésus, nous ne faisons pas notre laideur, nous la faisons par nous-mêmes. De plus, pour régler nos affaires, nous n'avons pas besoin de la police. C'est par l'action directe que nous entendons nous « mettre à jour ».

Pourtant, des prolétaires intelligents ne devraient pas oublier l'existence du pacte germano-russe ; quant aux ouvriers hypnotisés par les arguments de « L'Humanité », de « Front National » et autres « Front National », voilà que le procès de Nuremberg, des témoins entendus au sujet du rôle de Ribbentrop ont établi que l'accord Hitler-Staline n'avait été qu'un partage de l'Europe orientale est de loin antérieur à l'occupation de la Pologne. Le procureur russe Rudenko a tenté en vain de réduire les témoins au silence, les juges américains et anglais leur ont permis de témoigner ; leurs déclarations n'ont pu être publiées avec tous les détails, en raison de l'opposition du magistrat russe, effrayé, mais quant à la personnalité en liaison avec les partis socialistes, ont communiqué à leurs amis d'idées certaines révélations.

Il est établi que l'accord sur le partage des pays de l'Europe orientale entre les gouvernements hitlériens et staliniens fut conclu entre le 21 et le 23 août, c'est-à-dire environ 10 jours avant la campagne de Pologne. Cet accord, inspiré par le Dr Hauss, un des plus grands ju-

La C.G.T. a-t-elle fait le jeu de la Haute Banque ?

Comme nous l'avons prévu — c'était d'ailleurs si évident — le principe du blocage des prix a été atteint d'un coup mortel par la hausse — illusoire — des salaires. Le gouvernement sera incapable de juguler les prix, comme ses prédécesseurs et lui-même l'ont été depuis deux ans. Trop de raisons matérielles militent en faveur d'une inflation de plus en plus massive et inévitable de ces prix. L'augmentation fatale des impôts se repercutera infailliblement sur les prix. Tout au plus la bride sera-t-elle tendue le plus serrée possible jusqu'aux élections. Après, adieu-val... ça hausse, plus ou moins prochaine (mais en tout cas certaine) au lendemain des élections des prix de toutes denrées et matières fait envisager avec jubilation par la Haute Banque, la remise de franchise — intéressante bénéficiaire immédiate. Ce ne sont pas les déclarations grandiloquentes et vides des pantins ministériels qui l'effraient. Bien au contraire. Les promesses irréalisables tenues par nos cyniques Excellences au prolétariat de ce pays sont la soupe de sûreté du capitalisme, l'exutoire de la possible colère populaire. Dans cette lutte décevante, les classes ouvrières, les salariés petits et moyens

ont tiré les marrons du feu pour la Haute Finance.

La future, insidieuse et inévitable hausse des prix rendra caduques, avant peu, les avantages acquis au prix d'efforts disproportionnés au gain. Cela, chaque prolétaire le sait et ne se fait aucune illusion.

Par contre, cette lutte, par l'accroissement du prix de vente du produit qui en résulte, profite UNIFORMEMENT aux actionnaires, des sociétés et principalement au Haut Négoce, qui a su prendre préventivement des participations dans les entreprises qui seront les plus favorisées par les hausses nouvelles du prix de vente de leur production. Nous assistons ainsi à ce paradoxe que nous ne cessons de déplorer : le succès des revendications de salaires est à sens unique, mais dans un sens diamétralement opposé aux intérêts des salariés. Ceci est la plus formelle démonstration que la lutte pour un taux de salaire, quel qu'il soit, est dépassée, périmée, et que le stade actuel social est enfin arrivé où la fonction même du SALARIAT est mise en doute.

Le prolétariat doit comprendre que les luttes portent maintenant non plus sur les questions de salaires, puisque toute victoire se transforme en défaite sur ce terrain, mais bien sur le principe même des rapports de la Production sur le salariat et la disparition de celui-ci. Ne pas comprendre cela est faire preuve d'incapacité, ou de trahison.

Loin de nous la pensée de conclure à l'incapacité de tous les dirigeants de la C.G.T. Des valeurs indéniables existent au sein du Bureau Confédéral. Le problème nouveau que l'évolution pose aux prolétaires leur est connu, nous en sommes certains. Mais si leur confiance en la vitalité et en la compréhension des syndiqués est faible, ils trahissent donc leur rôle historique qui est d'être à l'avant-garde de voir les masses travaillantes réaliser la disparition du salariat du prolétariat et non à la remorque.

Si, au contraire, c'est la crainte de ces deux allemands, la question reste posée : la C.G.T. faisant le jeu de la Haute Banque, est-elle encore digne de la confiance des masses exploitées ?

L.B.

GRANDE QUINZAINE DES ANNIVERSAIRES

Le Pacte Staline-Hitler

Maintes fois dans leur propagande dans les usines et les chantiers, les anarchistes se heurtent à la ferme croyance de masses ouvrières en la grandeur de Staline, en tant qu'organisateur de la lutte antifasciste, en particulier de la lutte contre Hitler.

Pourtant, des prolétaires intelligents ne devraient pas oublier l'existence du pacte germano-russe ; quant aux ouvriers hypnotisés par les arguments de « L'Humanité », de « Front National » et autres « Front National », voilà que le procès de Nuremberg, des témoins entendus au sujet du rôle de Ribbentrop ont établi que l'accord Hitler-Staline n'avait été qu'un partage de l'Europe orientale est de loin antérieur à l'occupation de la Pologne. Le procureur russe Rudenko a tenté en vain de réduire les témoins au silence, les juges américains et anglais leur ont permis de témoigner ; leurs déclarations n'ont pu être publiées avec tous les détails, en raison de l'opposition du magistrat russe, effrayé, mais quant à la personnalité en liaison avec les partis socialistes, ont communiqué à leurs amis d'idées certaines révélations.

Il est établi que l'accord sur le partage des pays de l'Europe orientale entre les gouvernements hitlériens et staliniens fut conclu entre le 21 et le 23 août, c'est-à-dire environ 10 jours avant la campagne de Pologne. Cet accord, inspiré par le Dr Hauss, un des plus grands ju-

ristes d'Allemagne, reposait sur le principe du retour de la Russie et de l'Allemagne à leurs frontières de 1914. Pourtant, certaines exceptions à ce principe étaient admises ; les pays baltes devaient revenir à la Russie, mais à ce moment-là, la Lituanie était encore réservée à l'Allemagne. (Ce n'est qu'en septembre qu'il y eut une rectification de l'accord à ce sujet.) La Pologne devait être partagée suivant une ligne passant par Piltitz-Buj-Narzew.

Les pourparlers entre Staline et Hitler touchèrent également aux problèmes de la Bulgarie, du Skagerrak, des Dardanelles, mais l'entente là-dessus ne put se faire ; c'est pourquoi les représentants hitlériens et staliniens signèrent un accord plus limité, réservant certains points litigieux, mais permettant à Hitler de commencer la guerre immédiatement. Voilà la vérité.

Ce n'est pas tout. Les mêmes milieux influents socialistes viennent d'apprendre que le gouvernement des Etats-Unis a découvert récemment des documents importants de l'ancien ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Il en résulte que quelques semaines avant le début de la guerre germano-russe, Molotov vint à Berlin offrir à Hitler une alliance intime à condition que les Russes deviennent les maîtres des Dardanelles, qu'ils aient pleine et entière liberté d'action en Iran et en Irak, qu'ils dominent le Golfe Persique et que la Russie contrôle la Mer Rouge. Hitler refusa. Telle est la véritable raison de la participation de Staline à la II^e guerre mondiale.

A présent, le despotisme russe formule les mêmes revendications devant les gouvernements d'Occident qu'il est convenu de désigner « démocrates ». Leur résistance va amener Staline à entrer dans la III^e guerre mondiale.

Ainsi, il apparaît nettement que, du côté de Staline et de ses suivants des différents partis communistes, la même lutte est conduite, aussi bien contre les démocraties que contre les fascismes ; c'est celle de l'impérialisme russe visant à la domination du monde. Les prolétaires de partout le comprendront-ils ? Ou bien empoisonnés par les slogans et les clichés de la propagande pseudo-révolutionnaire, continueront-ils à servir les in-

terêts staliniens, ne fût-ce qu'en obtenant en face de l'impérialisme que ceux-ci défendent, un silence pudique ?

C'est bien probable. Mais même en ce cas, il est du devoir des anarchistes de sonner l'alarme jusqu'au bout devant l'écroulement final qui menace l'humanité entière.

LA LIBÉRATION DE PARIS

Nous avons, nous aussi, notre mot à dire sur les événements de Paris, le double anniversaire. Comme un livre, copieux et abondant, ne suffirait pas, nous nous bornerons à rappeler, ou à faire connaître à ceux qui l'ignorent, certains faits saillants et exempts de partialité, de ces journées historiques.

Le général de Gaulle fut toujours attaché de son pouvoir et ne permit jamais qu'il puisse être mis en doute. Il en résulte une lutte ouverte entre lui et le Comité national de la Résistance, que le général fit à Londres ou en France. C'est que le G.N.R. avait mais où sont passées les neiges d'antan ? — une conception assez révolutionnaire sur les questions économiques et sociales qui mettait en transes la Résistance extérieure beaucoup plus modérée, qu'elle fut de Londres ou d'Alger. Afin de conserver intact son pouvoir politique, de Gaulle déclara sous l'occupation une délégation chargée d'organiser le processus de la Libération. Ce que purent être homériques les luttes qui mirent aux prises la délégation et le G.N.R., imbues l'un et l'autre de l'ambition du pouvoir, est facilement imaginable !

De Gaulle préparait, politiquement, sa rentrée en France. Chef militaire, reconnu seulement LÉGALEMENT par certains gouvernements étrangers, il se trouvait en état d'infériorité LÉGALE envers les institutions « résistantes » qui, composées de représentants d'organisations existantes en France, étaient issues, non pas du Suffrage universel, mais d'une sorte de Suffrage restreint — comme défunt le Sénat — qui donnait au moins cette apparence LÉGALE au G.N.R., qui montrait à de Gaulle, pour ne pas être en état d'infériorité LÉGALE lors de sa venue escomptée à Paris, (Suite page 3.)

RÉVOLUTION POLITIQUE et... ÉTAÏN

La presse d'information en avisant ses lecteurs des événements de Bolivie ou le dictateur Villanova payé de sa vie un retard de quelques secondes à rejoindre son avion, a omis d'en indiquer des détails troublants. Réparons donc cet oubli.

Il est de très rares matières premières dont la production est au-dessous de la consommation à travers le monde. L'étain est de celles-ci et ne présente que 76 0/0 des exportations boliviennes. C'est dire et son influence nationale et son rôle international. Les Etats-Unis sont terriblement ennuvés par cette pénurie mondiale et ont constitué une réserve stratégique pour le troisième conflit international. Or, ce stock est considéré insuffisant pour les besoins de cette guerre et cependant le 30 juin dernier les compagnies américaines n'ont pas renouvelé en Bolivie leurs contrats d'achats expirés. Nous en déduisons plus tard les raisons lorsque la documentation nécessaire nous sera parvenue.

Depuis cet lieu la chute du gouvernement bolivien et les magnats américains reprennent le cours de leur nouveau gouvernement. Ces coïncidences s'embouffent vraiment trop et l'on ne saurait reprocher aux instigateurs de la « révolution » bolivienne d'avoir l'esprit retors et machiavélique. L'actuel gouvernement est résolu à vendre son étain contre un prêt de 15 millions de dollars, la ficelle est vraiment grossière et prend les proportions d'un câble de navire.

L'esprit chagrin interprète ces événements de la façon suivante : la révolution politique de Bolivie met fin à des demandes trouvées exagérées par les clients de l'étain. Mais pourquoi faut-il que la encore le prolétariat, ayant payé l'impôt du sang, paie aussi les intérêts de la dette future, et tout cela pour changer de maître-païen ? Quand comprendra-t-il qu'une révolution doit être sociale pour justifier le titre de révolution ?

Lire en 2^e page :

CE QUE DISENT LES AUTRES

En 3^e page :

PHILOSOPHIE DES TEMPS PRESENTS

Le paiement en intérêts annuels est donc impossible et est d'ailleurs abandonné. Reste la deuxième solution, présentée sur le capital, qui est, nous le voyons, du domaine de la faiblesse pure. Serait-il possible, d'ailleurs, qu'il entrainerait de telles conséquences sociales — le peuple allemand acculé à des extrêmes, désespérés, désorganisés — à nouveau pour le paix mondiale et les intérêts des ploutocrates anglo-saxons — qu'il ne serait utilisé.

Le problème des réparations, comme le problème de la sécurité, est insoluble. DANS LE CADRE DU RÉGIME ACTUEL. D'ailleurs le dilemme allemand ne peut être résolu parce qu'il n'est pas la question principale, primordiale. Il n'est qu'un PRÉTEXTE, qu'une donnée d'une équation plus vaste et qui est, elle aussi, insoluble, comme nous verrons dans l'article que nous publierons la semaine prochaine. Ne pouvant résoudre le problème CRUCIAL, PRIMORDIAL, comment veut-on que le capitalisme puisse arriver à la solution du problème secondaire qui en découle, la question allemande ?



Tous dans le même sac !

L'incapacité capitaliste DEVICES CONTRE ABONDANCE

Nous affirmons que peu de produits alimentaires ou industriels sont vraiment rares dans le monde entier actuellement. Par contre, très nombreux sont les produits disponibles en abondance. C'est une mauvaise organisation — due au régime — de la répartition qui crée cette rareté artificielle. Les tribulations du coton égyptien illustrent nos affirmations et nous autorisent à prendre cette fibre textile en exemple.

Il existe en Egypte tout de coton, cette matière étant une industrie de base de ce pays. Cette abondance exige que le gouvernement envoie des missions à l'étranger en vue de solliciter des clients pour la vente du coton. L'une d'entre elles engage en ce moment des conversations avec le gouvernement américain pour que celui-ci abaisse ses droits de douane afin de permettre l'entrée du coton égyptien aux Etats-Unis. Elle demande également l'autorisation de vendre ce textile au Japon et dans la zone d'occupation américaine en Allemagne.

Or, le gouvernement des Etats-Unis se porte acheteur du coton national afin d'éviter un effondrement des cours par

suite de son abondance. Il est donc naturel de penser que si la mission égyptienne réussit, ce ne sera que grâce à des contre-parties d'autre nature.

Or, les Américains luttent contre la fabrication synthétique allemande, exigent la destruction de cette industrie dans le Reich afin de pouvoir eux-mêmes récolter le trop-plein de leur coton. Ce n'est évidemment pas pour y introduire leur rival, de qualité meilleure et moins cher.

Or, le général Mac Arthur est dictateur au Japon et démantèle les industries japonaises, rivauses des industries U.S.A. Ce n'est évidemment pas pour y recevoir l'indésirable coton d'Egypte.

Deux clients, considérables et avides, s'offrent à l'écoulement de la matière égyptienne : les Indes et la Chine. Les Indes, en vue de la réexportation qui compensera naturellement sur les marchés mondiaux les cotons américains, ont donc besoin de l'agrément des Etats-Unis dont les industriels, par ailleurs, sont partisans d'une politique économique malthusienne... pour les autres et pour leur profit personnel. Le client Indes ne pourra donc pas être le gros débouché qu'il devrait normalement être.

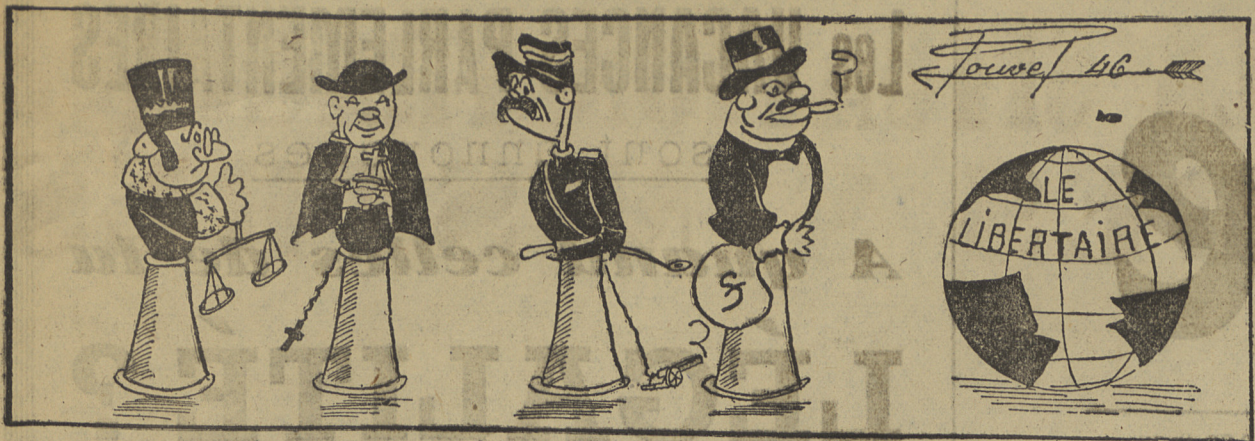
Le marché chinois offrirait plus de ressources matérielles. Mais l'économie chinoise est dominée par les apports de dollars américains, qui parlent en maîtres au pays du Céleste Empire. Ruinée financièrement, la Chine gigue avidement le coton du Nil et demande des crédits au gouvernement égyptien afin de devenir le client tant recherché. La question comme l'on dit — est à l'étude. Abouira-t-elle ? Echouera-t-elle ? Seule la fin assés yankee sera à l'origine de l'échec possible et même probable.

Lorsqu'on accuse la guerre d'être la cause de la pénurie, neuf fois sur dix on ne dit pas entièrement la vérité, comme cet exemple le prouve. Lorsque l'on pense que l'abondance permettra la solution de la répartition, l'on tombe dans l'erreur ainsi que le démontre la mévente de coton. A l'origine de la pénurie, réelle ou artificielle, se trouve le capitalisme dont les institutions faussent inmanquablement le libre jeu naturel de la production et de la consommation. Et comme la persuasion n'est pas suffisante pour l'écarter du chemin du progrès social, force nous sera de recourir à la violence pour le détruire !



Staline : Assasin 1

Franco : Bourreau 1



Les points sur les « i »

Réponse à des correspondants
et à « l'avant-garde de la République »

A la suite de nos récents articles « Les bienfaiteurs de l'humanité » et « Un franc-tireur en délire », nous avons eu le plaisir de recevoir quelques lettres de reproches.

Reproches gentils, reproches timides, reproches injustes, reproches stupides, il y en avait de toutes les espèces, de tous les acabit.

Avant d'y répondre, qu'il nous soit permis de faire remarquer que le fait d'essayer par lettre la dénomination d'idiot ne nous étonne ni ne nous tourmente, attendu que nous sommes habitués à voir des individus de conditions misérables d'esprit mettre dans les remarques qu'ils nous adressent une obstination navrante à nous croire plus bêtes qu'eux. Bien mieux, nous ne sommes pas surpris de voir des hommes de lettres, à l'instar de Courtelaine, nous penser que « passer pour un idiot aux yeux d'un imbécile est un volupé de fin gourmet ».

Le point capital de cet article est de dissiper l'équivoque que nous n'avons pas manqué de provoquer en utilisant involontairement des termes et des expressions communisantes avec les lecteurs prolétaires et de nous faire pardonner cette confusion par nos correspondants compréhensifs (le camarade Boutin, de Montreuil, par exemple).

Nous nous étions, dans ces deux articles, longuement arrêtés sur la platitude de la pensée et la perpétuation de réducteurs communistes et communisants; nous ne nous rétracterons pas, bien au contraire, et profiterons de cette nouvelle occasion pour répéter que les communisants aux écritures de « l'Humanité » et de « Franc-Tireur » pèchent avec un parti-pris systématique contre l'intelligence et la probité la plus élémentaire. Malheureusement, dans le feu de la composition, nous avons omis, sinon de suggérer, du moins de mettre en relief la différence qui existe entre ces cuisiers et certains de leurs lecteurs.

En bien ! voilà qui est fait... Qu'on nous entende bien, nous avions omis de mettre en relief cette différence, mais nous savions qu'elle existait... Nous n'ignorons pas non plus que bon nombre de prolétaires — quoique parfaitement éduqués par la mentalité et les buts des dirigeants communistes — accordent cependant quelque confiance à leurs

porte-paroles parce que « seuls ces derniers défendent (!!!) leurs intérêts », affirmation qui, soit dit en passant, ne laisse pas que d'être injuste à l'égard des anarchistes, les véritables avocats des opprimés.

Notre dessin, en écrivant ces deux articles, n'était pas, comme on nous l'a reproché, de « manquer de modération dans nos propos à l'égard des prolétaires (dont nous sommes) », mais d'essayer d'ouvrir certains yeux dignes de l'être, d'empêcher à des nautes encore vivants de sombrer lamentablement dans la pratique du culte de la terreur et de l'arbitraire communistes, de persuader les exploités que tous les politiciens, y compris ceux qui sont censés les représenter, ne visent et ne visent jamais qu'un seul but : dominer leurs semblables.

Prolétaires français, prenez garde ! Le 14 juillet on a réussi à vous faire marcher au pas, bientôt on vous fera marcher au trot, puis au galop et finalement sur les mains et sur la tête et tous les jours au nom de la fameuse devise qui orne le fronton des édifices publics.

Vous la connaissez cette devise, on vous l'a servie depuis votre plus tendre enfance, mais, dans le cas où vous l'auriez oubliée, nous vous conseillons de l'aller relire sur la porte des hôpitaux, des mairies, des écoles et... des prisons : des prisons où un jour, peut-être si l'excès de naïveté de certains d'entre vous

vous pousse à faire valoir devant la justice cette ignominie.

Nous remercions le lecteur pour le souci d'équité qu'il nous attribue. Mais nous devons lui dire qu'il ne nous convient pas — qu'il n'est pas dans nos mœurs — de nous faire les auxiliaires de la police, cette ignominieuse institution que nous voulons voir disparaître. D'autre part, pour qu'il y ait un cas semblable, nous n'avons pas des données suffisantes. Mais si nous agissons — ce qui ne pourrait être qu'en connaissance de cause — ce serait en anarchistes, c'est-à-dire par nous-mêmes et le dénonciateur serait bien servi.

Un réfractaire à l'impôt

Il a souvent été parlé de la grève du contribuable. Malheureusement, ce ne sont pas les opprimés qui ont usé de cette formule. Ce sont les commerçants et les industriels, voire des paysans.

A Ervy-le-Châtel (Aube) un cultivateur est pourtant passé des paroles aux actes. Après avoir reçu — sans y répondre — sommation sur sommation de son percepteur, il a refusé de se laisser « saisir » par l'huissier, même en présence des gendarmes (brigade de Guémen).

Mais, cette action étant isolée, la loi a eu le dernier mot et notre réfractaire à l'impôt s'est vu infliger huit jours de prison. Pas raisonnable, cet homme, si tout le monde l'aidait comme lui, avec quoi l'Etat paierait-il l'armée, la police, et enfin tout ce qui est inutile ? Et la prochaine guerre, alors, comment la financer ?

Le nombre des détenus en Espagne

Le journal « Paris-Presse » (31-7-46) publie les chiffres suivants : détenus, 38.733, condamnés, 6.454. Ces chiffres sont totalement faux et bien au-dessus.

Majorité simple ou des 2/3

Les 21 zigotos qui préparent la paix ne savent pas si c'est à la majorité simple ou à celle des deux tiers que les décisions seront prises. Pour le prochain casse-pipe nous serions d'avis que ce ne soit qu'à la majorité des deux tiers que la guerre soit décidée avec la ferme espoir que si le quorum n'est pas atteint seuls les OUI-OUI fassent de l'atomisme dans la nature.

Enseignement laïque et religieux

A Chaurée (Aube) une religieuse en uniforme fait examinateur au certificat d'études primaire (1^{re} partie, épreuve orale).

Comme quoi, sous le signe du M.R.P. et avec l'assentiment des autres partis, la laïcité est en bonne posture. Qui osera dire, après cela, qu'il n'y a pas grand chose de changé depuis Pétain ?

La police a bien assez de personnel...

Un lecteur marseillais, intéressé par la lecture du « Libéraire », nous demande — voyant que nous nous étions vengés contre toutes les injustices et les méconnaissances — de faire des recherches pour retrouver un personnage qui aurait été durant l'occupation hitlérienne, un recenseur de main-d'œuvre pour le nazisme et probablement un dénonciateur notoire. Il serait actuellement en liberté et vivrait sous une fausse identité. Notre correspondant conclut ainsi : « Je compte sur

conclut le pouvoir aux charlatans staliens, vous auriez l'occasion d'aller faire un petit séjour.

Car enfin, vous n'avez jusqu'à supposer que si la dictature communiste s'installait dans la douce France, vous auriez le droit de critiquer impunément les erreurs et les abus qu'elle commettrait à votre préjudice.

Comme nous l'avions prévu, le huron n'a pas laissé échapper la conjoncture de composer un écho un peu moins bête que d'habitude en répondant à l'article consacré la semaine dernière au délire de « Franc-Tireur ».

Pour une fois, il s'est élevé au-dessus de lui-même (ce qui, entre parenthèses, a dû lui coûter quelque effort vu son extrême laideur).

Mais hélas ! au lieu de nous flatter un formidable coup de tomahawk derrière les oreilles qu'en bon sportif nous eussions encaissé dignement, il s'est contenté de ramasser les projectiles que nous lui avons décochés et de nous les renvoyer tels quels. Il n'a rien créé, rien apporté de nouveau... Il s'est contenté de nous faire le premier imbécile venu, auquel on dit : « Tu es un imbécile » et qui répond : « Pas tant que toi ».

Nous avions prétendu que les manchets, les calebans, presque tous les lecteurs de « Franc-Tireur » étaient idiots, il nous a répondu : « Pas tant que ceux de « Libéraire ».

De la part d'un franc-tireur, d'un huron, d'un journaliste d'avant-garde, voilà une singulière façon de se battre.

En outre, le huron s'amuse à relever nos fautes d'orthographe, ce qui pour un homme qui fait profession de pondre une centaine de lignes par jour est une bêtise impardonnable. Il les relève mal, au reste, puisqu'il a oublié de nous demander la raison pour laquelle nous avons dépeint comme privé le terme « imbécillité » d'un de ses deux l.

Quant au conseil qu'il nous accorde au sujet de la bonne recette qui permet à « Franc-Tireur » de vendre une si grande quantité de camelote, nous n'en avons que faire : « l'organe de la Fédération anarchiste » n'est pas une entreprise commerciale et ses rédacteurs qui assurent bénévolement leur collaboration n'ont absolument rien de commun avec des trafiquants de camelots avérés.

Franchise de Léon Blum

Ce vieux malin a mis proprement Benoit Franchon dans sa poche. Ce dernier opposait à Blum que le soutien des grévistes P.T.T. en révolte contre leur Fédération était un travail de diversion de la classe ouvrière (toujours la paille et la poutre) et que Léon qui a plus d'un tour dans son sac, dominait le syndicalisme en une forme d'organisation et de lutte spécifique du prolétariat qui s'inspire de (tenez-vous bien) Proudhon, Jean Grac, Sorel, Guesdès... que, par conséquent tout parti qui voudrait s'imposer sera évincé par le mouvement du syndicalisme. Benoit Franchon compulse ensuite le traité de Dialectique selon saint Joseph Cobs dit « Staline » — car il n'en revient pas...

La nationalisation ne libérera pas le peuple algérien

Nous avons déjà parlé du journal clandestin « La Nation Algérienne » paraissant à Alger.

Il est toujours sympathique pour des anarchistes, de voir un peuple secouer l'obligation de ceux qui l'oppriment ; mais il serait néanmoins choquant de voir ce même peuple tendre les bras vers de nouveaux oppresseurs — qui ne feraient que remplacer ceux qui auraient été renversés.

Dans le n° 2 de « Nation Algérienne » on peut lire en manchette : « Attache d'abord ton chameau à un arbre et confie l'ensuite à la garde de Dieu ! » Et dans l'éditorial, de nombreux passages comme celui-ci : ainsi, le nationalisme du peuple algérien est légitime... et c'est à la gauche de la lutte et du cadre d'action et d'organisation du mouvement national.

Tout cela n'est que poison. Travailleurs algériens, écoutez les anarchistes qui vous disent de vous dresser contre tous ceux qui veulent vous opprimer, qu'ils soient d'Europe, d'Afrique ou d'ailleurs ! Rejoignez nos groupes pour œuvrer à la réalisation de la « Communauté libre ». — à la commune libertaire qui sera votre véritable émancipation !

Les mots ont perdu leur sens

Le journal « L'Étoile du Soir » (ex-le Gaulois) qui est sous une bien belle direction, une protestation qu'il élève contre la mauvaise répartition des journaux par les Messageries ! Il reproduit un article du Daily Mail dans lequel il est dit au sujet du Gouvernement :

Mais pourquoi ce gouvernement de liberté fait-il cela à un journal libertaire ? Parce que, dit l'Étoile, au nom de la liberté son parti le plus féroce veut écraser toute critique libre : « LES MOTS ONT PERDU LEUR SENS ».

Le journal « Libéraire » dont il est question dans l'Étoile du Soir ? En effet, les mots auraient perdu leur sens ! (à moins que le traducteur ait commis une erreur). Le dictionnaire ne dit-il pas : « libéraire, partisan de l'anarchie » ?

Ces dames... constituantes...

Nous avions eu la Marthe Richard, dont la presse avait fait connaître le nom au sujet des... choses. Mme Peyrolle, députée M.R.P., est, paraît-il, agréable et assez appréciée de ses collègues. Enfin, ce sont des cancanes qui n'ont aucun intérêt. En tout cas, ladite citoyenne Peyrolle s'est écriée à une des dernières séances « Vive notre Maurice ! » Sacré Schuman ! contrairement à un certain Marius, il va être l'homme de toutes les femmes, et Dieu sait si dans la congrégation il y en a que le petit Dieu main

CE QUE DISENT LES AUTRES ... et ce que nous en pensons

Qu'est-ce qu'un ministre ?

C'est dans l'« Aurore », organe radical, sous la plume de M. Jean Piot, que nous trouvons cette savoureuse définition de la fonction ministérielle :

Mais depuis qu'on a créé un ministère de l'Economie nationale et que M. Spinasse en fut le premier titulaire, lui-même et ses successeurs ont toujours tenu de sages propos. Seulement, sous la IV^e République comme sous la III^e, qu'est-ce que c'est qu'un ministre de l'Economie nationale ?

C'est un confédéré, un « pianiste ». Une sorte de Jacques Dubouffé, officiel, qui dit ce qu'il faudrait faire, mais est bien incapable de le réaliser.

Exactement comme le ministre du Ravitaillement est incapable de ravitailler qui que ce soit. M. Longchambon nous a lui-même, après sa retraite, longuement expliqué pourquoi c'est que tous les pouvoirs dont il devrait disposer un véritable ministre du Ravitaillement sont, en fait, entre les mains de ses collègues de l'Agriculture, des Finances, des Transports, de l'Intérieur.

M. Longchambon nous pardonnera

de lui dire que c'est là une thèse que l'« Aurore », sans attendre son expérience, avait exposée dès 1935 au cours d'une enquête parfaitement objective sur le problème.

Nous ajouterons même qu'en plus de tous ces ministères et un homme corrompu par la vie politique. Mais l'« Aurore » ne peut pas aller aussi loin dans son jugement, car le parti radical est sévère envers la fonction ministérielle dans la mesure où elle n'est pas exercée par des radicaux. M. Jean Piot fait donc un travail de bien plus loin dans son jugement, car le parti radical est sévère envers la fonction ministérielle dans la mesure où elle n'est pas exercée par des radicaux. M. Jean Piot fait donc un travail de bien plus loin dans son jugement, car le parti radical est sévère envers la fonction ministérielle dans la mesure où elle n'est pas exercée par des radicaux.

Impressions de la conférence de Paris

Dans le « Figaro », le journaliste anglais bien connu, Harold Nicolson, qui assista au débat ayant précédé, en 1919, la signature du traité de Versailles, après avoir passé brièvement en revue la situation de 1919, ajoute :

J'étais jeune à l'époque. J'étais sensible et romantique. Je croyais que nous étions venus à Paris pour préserver le monde de la crainte de la guerre et libérer les Polonais, les Tchèques, les Roumains, les Yougoslaves et les Grecs de l'oppression étrangère. Peut-être étais-je optimiste ? Mais je n'étais pas cynique. Je ne croyais pas que l'on pouvait faire une paix durable après une

longue guerre si cette paix n'était pas basée sur certains principes forts. Je croyais que le nationalisme ou, comme nous l'appelions à ce temps-là, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » était un principe absolu. C'était peut-être parce que, dans mon ignorance, j'ignorais l'importance des conditions matérielles et économiques. Mais je sentais que nous laissions la paix sur certains principes justifiables.

Penserais-je la même chose aujourd'hui ? Je ne le crois pas.

Je pense que, par l'application de palliatifs accessoires, nous cherchons à éviter une autre guerre.

Non, l'esprit n'est pas le même. L'enthousiasme n'est pas le même. La loi n'est pas la même.

Cet enthousiasme était un peu le prolongement d'un pacifisme purement verbal dont les peuples se gaussaient volontiers. A l'époque, le fameux plan Wilson avait contribué à créer cet état d'esprit. Et des masses nombreuses en étaient arrivées à croire qu'en effet la Paix était possible sans qu'il soit nécessaire de passer à une autre forme d'action que celle pouvant être contenue dans des traités. (La Russie elle, avait été plus loin dès 1917, alors qu'en 1918 l'Allemagne connut elle aussi des révolutions révolutionnaires).

Et Harold Nicolson conclut :

On pourrait dire, bien sûr, que toutes les puissances représentées à cette conférence s'efforçaient d'obtenir « la sécurité ». C'est un noble but. Mais l'idée que l'on se fait du mot « sécurité » est si variable qu'elle détruit toute unité de résolution. Nous pensions la dernière fois que la sécurité d'un pays impliquait la sécurité de tous. Aujourd'hui, il semble que chaque puissance ne pense qu'à garantir sa propre sécurité aux dépens de la sécurité des autres.

Et c'est le mépris de l'expérience qui est l'une des nombreuses tragédies de la seconde Conférence de la Paix à Paris.

Le journaliste bourgeois veut que l'on s'arrête à son jugement, car il est solitaire d'un monde qui s'écroule, et il exprime les sentiments avec clarté et franchise. Et sa conclusion est bien l'aveu que le régime est impuissant à résoudre le problème de sa propre conservation.

P. R. L. et M. R. P. en querelle

La déclaration de principes devant servir d'introduction au texte de la Constitution en voie d'élaboration donne lieu à une querelle entre le P.R.L. et le M.R.P. Plutôt amusante la controverse. Le dernier reproche au premier de ne pas avoir une attitude suivie et cette versatilité ne serait pas, paraît-il, dans la règle du jeu. Dans l'« Aube », le M.R.P. exprime son amertume en ces termes :

Le groupe parlementaire du P.R.L. nous a fait connaître, hier, les raisons pour lesquelles il s'était abstenu dans le vote sur le préambule qui servira de préface à la prochaine Constitution.

Nous aurions beaucoup à dire sur l'attitude que les membres P.R.L. de la Commission de Constitution observent tout au long des travaux de cette commission. C'est un sujet sur lequel il nous sera certainement donné de revenir.

De même que socialistes et communistes ont une même clientèle électorale, le M.R.P. et le P.R.L. s'adressent tous aux mêmes électeurs. Comme quoi, à droite ou à gauche, la lutte revêt les mêmes formes. La grande saison (électorale) s'approche et chacun prépare sa place...

LES ANARCHISTES ET L'ACTIVITE SYNDICALE

Copieuse brochure définissant avec clarté les conceptions syndicalistes des anarchistes et développant leurs vues sur le rôle que doit jouer le syndicalisme.

Prix : 15 francs. Envoi sur demande avec trois francs en sus.

Pour cette brochure s'adresser à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C.C.P. 589-76, Paris.

Nous rappelons que le prix de l'abonnement est de : 240 fr. pour un an (52 numéros). 120 fr. pour six mois (26 numéros).

Souscrivez au Libéraire ! ABONNEZ-VOUS

Le LIBERTAIRE a besoin de l'aide de ses lecteurs. Ne touchant aucune subvention et ne faisant pas de publicité, il ne doit compter que sur la vente, les abonnements et la souscription.

L'administration demande à ses correspondants qui lui envoient des fonds au C.C.P., Louis Laurent, 589-76 Paris, 145, quai de Valmy, de bien vouloir mentionner au dos du talon de chaque l'objet de leur versement. Pour que nous puissions donner suite aux demandes qui nous sont faites, ces précisions nous sont indispensables.

La justice politique

Dans le « Populaire », M. Léon Blum tente d'éclairer le problème posé par les débats de la Haute Cour de justice qu'ils trouvent trop élémentaire à l'égard de nombreuses notabilités politiques (entre autres Flandin et Larigelle).

Le leader socialiste, après avoir retracé la « séance » de la Constituante au cours de laquelle Jacques Duclos déclara qu'on ne pouvait pas voter sans haine, entre au fond du débat.

Je fais donc la part belle à Jacques Duclos. Oui, haine ! Mais la haine contre quoi ? La haine contre qui ? Haine contre le crime, mais nous ne sommes pas juges de l'acte. La maxime fondamentale de toute justice politique ou autre, est que l'accusé est présumé innocent jusqu'à ce que le juge ait décidé qu'il est coupable. Mais, pour décider si l'homme qu'on lui défère est coupable ou non du crime qu'il a fait, le juge ne doit pas, ne peut pas haïr cet homme. Dans la même conscience du juge doit donc cohabiter les haïnes vigoureses contre le crime et l'humanité scrupuleuse vis-à-vis de l'homme accusé du crime. Le terrible problème de toute justice politique est là.

Ensuite il se lance dans des considérations d'ordre juridique et moral ; puis il conclut :

Telles sont les réflexions personnelles que je verse à un débat qui n'est pas clos. D'autres ne sont venues à l'esprit. Je me suis demandé par exemple si, lorsqu'on croit faire appel à la haine, passion souvent féconde, ce qu'on suscite chez l'homme n'est pas plutôt la cruauté, ce vieux résidu de cruauté déposé au fond de l'individu humain par des centaines ou des milliers de siècles de vie sauvage, et qui, hélas ! remonte si facilement à la surface ! Une des plus affreuses leçons des dernières années est la permanence de la cruauté au fond de l'homme, le caractère à la fois endémique et contagieux de la cruauté...

M. Blum, éthiste et juriste, n'est pas un révolutionnaire. Nous le laissons pour ce qu'il vaut. Mais puisqu'il reconnaît que la guerre a avili les cours, pourquoi est-il aussi lâche pour se faire le complice de toutes les improvisations qui permettent au capitalisme de vivre — alors qu'il ne peut ignorer que celui-ci est à l'origine des guerres modernes ? Le parti socialiste oublierait-il sa responsabilité et sa collusion avec les puissances ennemies ? Les trahisons qu'il reproche au parti communiste ne sauraient faire oublier les siennes.

FIN DE LA PERIODE « RÉSISTANTE »

Il demeure encore, dans la classe ouvrière comme dans la petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation, de nombreuses illusions sur « l'esprit » de la résistance. Beaucoup de Français ont sincèrement cru que la lutte communiste contre l'occupant avait créé un climat nouveau et qu'après la libération un souffle nouveau animerait la vie de la nation.

Pas un parti n'a voulu ou n'a osé briser ces illusions, pas même ceux qui se font cependant gloire de ne considérer que les froides réalités. Bien au contraire, chaque formation politique s'est attachée à exploiter le mythe de la résistance et à réaliser de profitables opérations en brandissant ses listes de morts, qui sa fidélité à de Gaulle, qui sa participation aux maquis. A force de se tenir sur la réserve du patriotisme pour couvrir les actes les plus contradictoires et les positions les plus antagonistes, la France entière est devenue tricolore, y compris Flandin et Thorez.

Ne nous en étonnons pas. Dans la période actuelle où la vie nationale se décompose, où l'économie du pays est entièrement dépendante de l'étranger, il est logique que les mots anciens servent à marquer les situations nouvelles. La France, c'est-à-dire le régime capitaliste français, ne peut se maintenir qu'en offrant aux puissances de

meures intactes, aux colosses qui dominent le monde, un marché pour leurs marchandises, une main-d'œuvre qualifiée à bon marché et, le cas échéant, quelques divisions.

La bourgeoisie française, les hommes d'Etat et les chefs des grands partis savent tout cela depuis longtemps. C'est même là que réside leur force. Entre Washington, Londres, Moscou et les masses populaires, il faut un appareil capable de gouverner le territoire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car la victoire leur retire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute, schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle mesure la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental ;

PROBLEMES

ESSENTIELS

Philosophie

des temps présents

L'organisation des rapports entre les hommes, que l'on désigne sous le terme fort clair de régime, est soumise évidemment à des lois naturelles. A chaque époque correspond : soit un régime modifié plus ou moins profondément, et ce sont alors des réformes de structure (politiques, économiques et sociales), soit un changement radical plus ou moins rapide et échelonné. C'est alors la REVOLUTION. Ces événements sont engendrés par les nouvelles conceptions que se fait l'humanité sur la façon la meilleure de vivre et par les possibilités matérielles d'y parvenir.

L'état d'esprit des hommes à travers les âges et sa matérialisation se nomment EVOLUTION lorsqu'ils suivent un processus régulier, sans à-coups. Les heurts et la succession rapide et perturbatrice des événements qui bouleversent l'ordre existant, s'appellent REVOLUTION. Si nous nous permettons une image, nous dirions que l'action du fruit qui mûrit lentement au gré des saisons, c'est l'évolution; l'action qui fait tomber le fruit trop mûr, trop pesant pour son attachement, soudainement et sans raison visible pour cette seconde plutôt que pour l'autre, c'est la révolution. Cette dernière, malgré qu'on s'y attende, qu'on s'y prépare, étonne et surprend toujours : c'est la seconde prévue en général et imprévisible en particulier qui fait choir le fruit mûr.

Or nous sommes en pleine révolution !

Le régime actuel, appelé capitalisme à la suite d'une profonde réforme économique et financière — à l'exclusion des problèmes politiques et sociaux — de la société bourgeoise, ou les faits de la société anonyme ont joué le plus grand rôle, le capitalisme, qui a été introduit à maturité. Comme le fruit, il est menacé d'une chute aussi imminente que fatale et normale.

Les besoins de l'humanité se sont accrues grâce aux moyens de plus en plus rapides et économiques des transports qui permettent un échange de produits en provenance de tous les coins du monde. Ces échanges ont engendré chez l'homme le désir progressivement impérieux de mieux vivre de la vie et des bienfaits nouveaux et prometteurs des progrès de la technique. Ces derniers se sont heurtés aux intérêts nationaux divers en contradiction avec les intérêts humains, et c'est l'origine des deux dernières guerres. La base du capitalisme, LE PROFIT INDIVIDUEL, s'avère incompatible avec la continuité du PROGRES TECHNIQUE qui doit alors rechercher dans le plan social sa seule base, par le régime même. Ce régime des machines ingénieuses éliminant automatiquement la main-d'œuvre afin de réduire le prix de revient pour pouvoir concurrencer avantageusement la production voisine des pays « étrangers ». Il abandonne, peu ou prou, les matières premières naturelles, considérées pendant des siècles comme intangibles et fondamentales, au profit d'autres matières premières naturelles, nouvelles venues ou dédaignées auparavant.

Le progrès technique pousse le bouleversement plus profondément encore : IL CREE DES MATIERES PREMIERES, se substituant victorieusement en quelques années à la Nature et à son lent développement. C'est la découverte des produits synthétiques, soit dérivés de matières premières naturelles comme l'essence, le caoutchouc et bien d'autres, soit même à base de gaz simples, comme les résines synthétiques d'où sont nées la soie artificielle et, en général, les textiles et les matières plastiques à utilisation si nombreuses et diverses. Ces bouleversements, incommensurables dans leurs répercussions visibles et matérielles, sont à la base de cette REVOLUTION INDUSTRIELLE qui nous éblouit.

Cette révolution dans la production transforme les rapports des diverses industries entre elles. Les Soviets, en découvrant les moyens de produire le coton de couleur naturelle, bouleversent l'industrie de la teinturerie et, par voie de conséquence, l'industrie indienne du même l'indroduction des autobus de Kieff marchant grâce à un procédé ingénieux d'électro-aimant apporte sa contribution révolutionnaire sur l'essor et le développement de l'industrie électrique au détriment de l'industrie traditionnelle, traction, raffinage, répartition et vente.

Cette machine à écrire de Munich dont le cadre, en matière plastique moulée, frappe de mort les industries fabriquées des 270 pièces mécaniques nécessaires à l'ancien cadre métallique. Cette automobile de Detroit en matière plastique et combien d'autres encore, toutes ces utilisations dont les exemples sont innombrables, ébranlent la structure économique actuelle, au point que nous assistons à une seconde révolution, née de

la première, et c'est la REVOLUTION ECONOMIQUE.

Ces enchaînements font penser à la chaîne atomique : le neutron de l'atome projeté dans l'orbite de l'atome voisin fait exploser le neutron de ce dernier vers son autre voisin, créant ainsi une infinie chaîne de succession.

Les deux révolutions : ACTUELLE et ECONOMIQUE actuelles, visibles et matérielles, ont créé, créent une chaîne qui conduit à son aboutissement logique : la REVOLUTION SOCIALE. Celle-ci, qui en est à son début, est déjà manifeste. Qui niera les progrès de l'esprit du peuple en consultant les articles de la presse d'information dont les seuls titres, sévères et relativement rébarbatifs, eussent fait fuir le lecteur avant cette guerre? Qui ne voit cette prédominance de plus en plus accentuée des différentes classes sociales? Qui ne se félicite de voir INGENIEURS, personnel de MAINTIEN, CADRES enfin, considérer leurs sorts indubitablement liés à celui du MANŒUVRE ?

L'IMPOSSIBLE ETAT DEMOCRATIQUE

Il n'y a pas d'exemple, croyons-nous, de gouvernements français réalisant autant de circonstances favorables pour une démocratisation réelle que quotidienne, que les divers gouvernements de ces deux Constitutions. La majorité du législatif, composée des trois grands Partis se réclamant impérieusement d'un idéal, aussi élevé qu'indéfectible de la démocratie, peut sembler rendre réalisable, et sur l'heure, les points fondamentaux d'une égalité tant demandée.

Chacun sait qu'il n'en est cependant rien, les faits de chaque jour se chargeant à eux seuls de réduire à néant les promesses et les faillacieuses déclarations démocratiques des trois « Grands ». Dans le domaine du ravitaillement, les classes aisées se nourrissent fort bien et pas toujours, malgré une erreur communément répandue et entretenue, au marché noir, alors que les classes laborieuses sont réduites à la famine. Dans la question du logement, le patronat, en dépit de son abandon illusoire de certains privilèges, conserve intact son pouvoir monstrueux de domination sociale. Cela tout le monde le sait, si chacun n'en cherche pas l'excuse.

Mais ce qui est moins connu, et pour cause, c'est le pourcentage d'augmentation des impôts par catégories sociales. Dans ces gouvernements, soit directement inspirés de ces partis, soit soutenus par eux, ce qui revient donc au même, le Parti socialiste et l'Union démocratique ont défavorisé nettement

Il va de soi que la question sociale n'est pas suffisamment mûre, ce qui fait dire aux esprits superficiels que l'évolution du peuple est arrêtée. C'est faux, archi-faux, c'est l'impatience qui déforme les faits patents qui agitent le monde non seulement ouvrier, mais aussi le peuple tout entier. Le fruit social mûrit, mûrit lentement, trop lentement à notre gré, mais il est mûr, la seconde imprévisible et cependant prévue, l'ultime moment de sa chute est propre. Ne pouvant mathématiquement l'annoncer, ce monde préfère le nier, ce qui fait que sa chute va surprendre beaucoup de révolutionnaires, et EUX, les privilégiés du régime actuel.

Des trois révolutions implacables, inévitables et d'ailleurs prometteuses, en leurs desseins humains, deux sont en plein épanouissement et créent nos difficultés et misères actuelles. La troisième demande d'une aide, un stimulant qui l'accélère : c'est la révolution sociale à la recherche de l'insurrection qui se fait attendre.

et irréfutablement les classes les plus déshéritées.

La rentrée des impôts de 1945 donne les résultats suivants, à méditer et à divulguer.

Par suite de l'immoral système de la retenue à la source — qui avantage indirectement le patronat, grâce à ces rentrées complètes — la fraude ne peut jouer — les SALAIRES ont payé trente-cinq fois plus d'impôts qu'en 1938. Les agriculteurs sept fois plus ainsi que les membres des professions libérales et les commerçants et industriels (trois fois seulement). Loin de nous de vouloir prétendre que l'impôt n'excuse que le salaire : l'Etat est un Gargantua atteint de boulimie pécuniaire et trappe à toutes les portes. Mais certaines sont plus résistantes que d'autres et celle ouvrant sur la classe prolétarienne offre, actuellement, moins de résistance, on le voit, que les autres.

Mais où la chose mériterait d'être connue c'est que la pression gouvernementale contre la classe ouvrière est le fait de ceux qui se prétendent ses défenseurs, et l'indolence du parti socialiste et l'arquin parti communiste.

On ces deux partis prétendus démocrates intrinsèques ont échoué. L'Etat, conservateur et réactionnaire par nature, ne peut que profiter de leur échec, niant ainsi la possibilité d'un Etat démocratique réel. Encore une preuve de la bien-fondée de nos affirmations touchant la nocivité de tout l'Etat, à quelque couleur il appartienne. L'Etat est une machine à la fois de la nécessité de sa disparition complète et définitive.

L'EPURATION dans le Cinéma

Au lendemain de la libération, certains personnages notables de notre cinéma se virent inquiétés pour des raisons sur lesquelles nous ne voulons insister. Actuellement, ces mesures sont noyées dans l'océan de l'oubli humain et chacun s'est remis à l'œuvre à la « française », c'est-à-dire à ses heures, dans son coin, à sa guise. Les nombreux médiateurs continuent de fabriquer leur détestable marchandise. Les rares artistes se battent avec leurs adversaires démodés. Les Pouvoirs publics se révèlent d'excellents négociateurs et de très mauvais plaisants. La puissance cénacle prend en mains la direction « morale » du cinéma, ce qui n'empêchera nullement ses représentants de faire la queue au nom des âmes impures qui exigent un purgatoire parce que de leur vivant elles ont osé vibrer avec Jean Renoir, réalisateur maudit. Ainsi donc, tout est pour le mieux, malgré la présence combien faste de quelques enfants terribles qui vitent Carné, Prévert, Jeanson, Luchino, etc. Le cinéma français se dirige vers le salut par les voies de la vertu.

guidé par Marthe Richard ou, du moins, ce qu'il en reste. Désormais, lorsqu'un jeune comédien signera un contrat, il lui faudra présenter son certificat de virginité !

A deux ans de la Libération, voilà où nous en sommes !

Quoi de plus répugnant que l'hypocrisie cléricalle et le puritanisme infesté ? Les hommes de la clandestinité voyaient-ils la France telle qu'elle est aujourd'hui dans leur regard de visionnaire ? Se doutaient-ils que leurs luttes allaient aboutir au triomphe des conceptions bourgeoises périmées, aux mesquines des plus sordides, à un déchaînement de passions entre les hommes libres et les vicieux de sacristie, de patronat ou de salons ? Certainement non ! Si les Alliés se montrent indignés de leurs morts avec les criminels de guerre au procès théâtral de Nuremberg, ne sommes-nous pas critiquables nous-mêmes avec une garce que l'on nomme la « censure » ?

J'avais commencé cet article dans le but de dresser un réquisitoire contre le danger public que représente la censure. Je rends compte que c'est chose futile... La liberté est une chose merveilleuse. On l'expose sur les places de nos cités, La République du cinéma n'existera que lorsque les peuples la feront. Ironisons amèrement sur la bêtise humaine. Plaignons les charlatans de la morale. Ce sont des animaux. Et à notre tour, joignons les mains, adresses à la puissance divine cette prière de Prévert :

« Notre père qui êtes aux cieux
« virgule
« Rester... »

Vient de paraître :
La vie ardente et intrépide de

LOUISE MICHEL
par Fernand PLANCHÉ
Une page d'histoire, un souffle de vérité, une vie exemplaire.

Exemplaire, 120 pages, 120 francs.
En vente au Libéraire.

LA LIBERATION DE PARIS

Suite de la 1^{re} page

Le général se servit du truchement de la délégation et refusa de reconnaître une base LEGALE aux organisations de résistance. Ce refus entraîna donc la mise hors de la loi de tous les forces gouvernementales — anciens gardes mobiles bons à tout faire — contre 25 p. cent de E. F. I. En cas de prolongement du conflit, du plan militaire et politique, pourrait bondir dans les cadres économiques et sociaux, la France restait à Gaulle. Cet état d'esprit n'était pas ignoré — avant la libération de Paris — par le C. N. R., le C. P. L. et le C. O. M. A. C. qui, voulant posséder des avantages avant l'arrivée du général de Gaulle, et s'en méfiant, poussèrent à la libération de Paris par leurs propres moyens et furent en désaccord formel avec le général Kœnig.

La division Leclerc précipita son allure afin de pouvoir arriver à Paris avant que les Allemands n'en soient chassés. L'histoire de cette marche forcée serait édifiante pour l'histoire de la France. Quel qu'il en soit, Paris n'avait plus besoin des armées alliées et de Leclerc. Ce dernier arriva juste, et c'était la raison de sa précipitation, pour pouvoir recevoir la capitulation du général von Choltitz devant le colonel Rol, chef de tant de sans-gêne. Ce dernier protesta en vain : pour les raisons politiques citées plus haut, ni l'un ni l'autre ne pouvait accepter de s'incliner. Leclerc menaçait alors et — chose grave — prétendait que toutes les forces armées de Paris — Y COMPRIS LES F. F. I. — se trouvaient sous son commandement. Les blindés français allaient-ils ouvrir le feu sur les F. F. I. ?

L'accord, on le voit, n'exista pas toujours entre les différents chefs et nous ne désignons pas les noms à qui on continuait cette étude. Des faits incroyables s'y sont révélés, témoins de l'ambition et de la voracité des uns et des autres. De Gaulle n'y fut pas toujours placé honorement et les acclamations qui montaient vers lui à l'Hôtel de Ville étaient surtout le résultat de l'ignorance des foules concernant ces faits et la liste des dirigeants du C. N. R. Comme toujours, ce fut le peuple qui fut trompé, après avoir payé de sa personne sa prétendue libération.

L'U. R. S. S. les U. S. A. et... l'Autriche

Le partage des dépouilles du vaincu a toujours donné lieu à des récriminations, voire des coups, entre les vainqueurs. Pour le moment, Russes et Américains qui ont déparé en Autriche, le stade des récriminations, en sont à l'époque des restitutions violentes, préludes des coups inévitables et logiques.

Dans notre numéro du 19 juillet nous avions laissé aux prises le général soviétique Kourassov avec le général américain Clark. Ce dernier avait donné l'ordre au gouvernement autrichien de résister ouvertement aux prétentions soviétiques, concernant entre autres les puits de pétrole de Zisterdorf et de la Cie Danubienne de Navigation.

Depuis, les événements se sont succédés suivant un processus logique. Le chancelier Fiegl a prononcé devant le parlement un discours qui a fait quel que bruit, ou il a déclaré, fort de l'appui total américain, de ne pas reconnaître d'occupation soviétique en Autriche, et que les soviétiques devaient se retirer de la capitale.

Devant la réponse russe qui définit le point de vue soviétique sur le « droit juridique » du vainqueur — et qui n'a pas à être analysée dans cet article — réponse qui repousse les demandes autrichiennes, le gouvernement de ce pays a déposé un projet de loi de nationalisation de plusieurs industries de certaines régions.

Seront nationalisées les grandes banques, les plus fortes sociétés d'assurances, les puits de pétrole, des usines de transports, etc., dont la grosse majorité se trouve être, comme par hasard, « biens allemands », selon la conception russe. Il serait plaisant si ce ne devait pas être l'occasion de l'ouverture d'une ère sanglante de dérapages sur le fait que les Américains tentent de mettre l'U. R. S. S. dans l'embarras par des procédés que ces derniers consentent à l'étranger et que les premiers repoussent ouvertement partout ailleurs.

Dans l'édifice capitaliste, tout se tient et justifie les relations de cause à effet. La France est — ou sera instantanément — intéressée à la querelle, non pas tant à cause de la zone occupée par ses armées, mais surtout par suite de la nationalisation de la « Banque des Pays de l'Europe Centrale » dont nos lecteurs ont été entretenus dans ces colonnes et qui groupe dans son conseil d'administration les plus beaux échantillons de la jungle financière française.

« Une propagande qui met « directement » aux prises Russes et Américains risque de dégénérer en pugilat. Les deux adversaires usent de « tous les moyens » pour se concilier l'opinion autrichienne. Hypocrisie chez les U. S. A., la propagande est extrêmement violente chez les Soviets. Les deux adversaires rivalisent de démagogie. Les Américains intensifient un effort déjà immense autour des usines autrichiennes. Les Russes répondent par des avantages matériels aux ouvriers des usines occupées par eux, ce qui incite certains salariés à réclamer que leurs usines soient sous le contrôle des Soviets.

La situation, prometteuse d'avenir sombre en est là. Les deux capitalistes, le privé et l'Etatique, s'affrontent sans ménagements. Cette rivalité est logique et était élémentairement prévisible. Prisonniers de formules créatrices de troubles et de désordres, les di-

LA SITUATION TRAGIQUE DES SINISTRES

Les députés avouent l'impossibilité de la reconstruction

Un débat scandaleux s'est ouvert le 10 août au Palais-Bourbon sur les dommages de guerre. La question intéressait à peu les députés et les partis qu'une QUARANTAINE seulement de parlementaires assistaient aux deux séances qui y furent consacrées. Encore faut-il dire que trente d'entre eux avaient consenti à « travailler » parce qu'ils voulaient placer leurs discours en vue de leur prochain campagne électorale. Quarante sur 555 !

Quelle ardeur, quel amour ces gens-là ont-ils au travail ! En est-il de même lorsqu'ils passent à la caisse ?

Une chose frappe tout d'abord. Des discours des deux ministres, Billoux, communiste de la Reconstruction et Schuman, M. R. P., de la Finance, se dégagent cette constatation : rien, absolument rien n'a été fait jusqu'ici dans ce domaine, rien n'a été prévu et les députés n'ont pas d'ordre militaire ou industriel doit attendre des moyens financiers impossibles. Ce gouvernement, comme n'importe quel autre, est dans l'incapacité totale

de reconstruire rapidement. C'est ce problème pose des solutions qui le dépassent : 4.900 milliards en plus des souffres militaires, étatiques et autres nécessitent une formule nouvelle, une organisation en rapport avec l'ampleur des besoins. Le capitalisme est dépassé, débordé et incapable de donner la moindre satisfaction aux malheureux paysans des maisons ont servi de cibles militaires. Les déclarations démocratiques parlementaires n'y peuvent rien.

La reconstruction pose un problème d'organisation qui élimine radicalement le régime actuel. Sinistres, ne complex que sur vous-mêmes et venez grossir les rangs des insurgés. Car, seule, la Révolution sociale est capable de vous offrir un toit. Le reste n'est que billes, chimères, utopies et démagogie.

« S... — A notre correspondance de Cannes. — Bien reçu votre si intéressante lettre. Nous ne pouvons, hélas, en faire état, notre journal n'étant pas quotidien. Nous vous remercions.

La vérité, la volé : le problème de la reconstruction des foyers n'étant pas d'ordre militaire ou industriel doit attendre des moyens financiers impossibles. Ce gouvernement, comme n'importe quel autre, est dans l'incapacité totale

de reconstruire rapidement. C'est ce problème pose des solutions qui le dépassent : 4.900 milliards en plus des souffres militaires, étatiques et autres nécessitent une formule nouvelle, une organisation en rapport avec l'ampleur des besoins. Le capitalisme est dépassé, débordé et incapable de donner la moindre satisfaction aux malheureux paysans des maisons ont servi de cibles militaires. Les déclarations démocratiques parlementaires n'y peuvent rien.

La reconstruction pose un problème d'organisation qui élimine radicalement le régime actuel. Sinistres, ne complex que sur vous-mêmes et venez grossir les rangs des insurgés. Car, seule, la Révolution sociale est capable de vous offrir un toit. Le reste n'est que billes, chimères, utopies et démagogie.

« S... — A notre correspondance de Cannes. — Bien reçu votre si intéressante lettre. Nous ne pouvons, hélas, en faire état, notre journal n'étant pas quotidien. Nous vous remercions.

La vérité, la volé : le problème de la reconstruction des foyers n'étant pas d'ordre militaire ou industriel doit attendre des moyens financiers impossibles. Ce gouvernement, comme n'importe quel autre, est dans l'incapacité totale

de reconstruire rapidement. C'est ce problème pose des solutions qui le dépassent : 4.900 milliards en plus des souffres militaires, étatiques et autres nécessitent une formule nouvelle, une organisation en rapport avec l'ampleur des besoins. Le capitalisme est dépassé, débordé et incapable de donner la moindre satisfaction aux malheureux paysans des maisons ont servi de cibles militaires. Les déclarations démocratiques parlementaires n'y peuvent rien.

La reconstruction pose un problème d'organisation qui élimine radicalement le régime actuel. Sinistres, ne complex que sur vous-mêmes et venez grossir les rangs des insurgés. Car, seule, la Révolution sociale est capable de vous offrir un toit. Le reste n'est que billes, chimères, utopies et démagogie.

« S... — A notre correspondance de Cannes. — Bien reçu votre si intéressante lettre. Nous ne pouvons, hélas, en faire état, notre journal n'étant pas quotidien. Nous vous remercions.

La vérité, la volé : le problème de la reconstruction des foyers n'étant pas d'ordre militaire ou industriel doit attendre des moyens financiers impossibles. Ce gouvernement, comme n'importe quel autre, est dans l'incapacité totale

de reconstruire rapidement. C'est ce problème pose des solutions qui le dépassent : 4.900 milliards en plus des souffres militaires, étatiques et autres nécessitent une formule nouvelle, une organisation en rapport avec l'ampleur des besoins. Le capitalisme est dépassé, débordé et incapable de donner la moindre satisfaction aux malheureux paysans des maisons ont servi de cibles militaires. Les déclarations démocratiques parlementaires n'y peuvent rien.

DEMOCRATIE DIRIGEE

Divers indices paraissent indiquer que l'appareil communiste a reçu des consignes pour introduire dans les Congrès et assemblées du parti, quelque apparence de vie démocratique. Nous n'en voulons de preuve que dans une émission de Radio-Moscou, le 25 juin, où à propos de la réunion du Soviet Suprême, il est déclaré que les députés n'ont pas osé critiquer les ministères et les ministres, qu'ils ne sont bons qu'à opiner du bonnet et à jaser de hauts parleurs. La même émission conseillait aux députés de tirer laçon des démocraties occidentales où la critique était vivante.

Nous sommes donc assurés qu'un vent démocratique va souffler de haut en bas de la pyramide russe jusque dans les moindres cellules de l'Etat. Avec cette rapidité de compréhension qui caractérise les fonctionnaires soviétiques de Russie et d'ailleurs, géomètres que les règles de libre discussion seront appliquées avec discipline et que pas un mot de ce qu'il faut dire pour le moment ne sera oublié par les porte-paroles de l'opposition.

Déjà, aux récentes assises de la bureaucratie communiste française, Johny Berlioz, député de l'Isère, a été désigné pour faire figure de mécontent. Et tous ceux qui, effectivement, sont las des tournants du P. C. et qui estiment que les considérations gouvernementales ou de politique extérieure prennent trop les questions de salaires ont pu croire qu'il se trouvait au P. C. des députés qui pensaient comme eux et avaient la possibilité d'exprimer leur point de vue.

Cette caricature de démocratie suffit, paraît-il, à calmer certaines inquiétudes des adhérents et des sympathisants, qui commencent à se demander s'ils consentent des réformes pour les grandes manœuvres ou des propagandes bénévoles pour des mots d'ordre qui n'avaient jamais été étudiés ou approuvés.

Que signifie cette nouvelle duperie ? En premier lieu, que l'Union Soviétique, comme tous les régimes, a le droit de se cacher plus longtemps les multiples contradictions qui la déchirent. Obligée à la fois de conserver ses moyens de

pression intérieurs dans tous les pays, pour peser sur les gouvernements locaux, et de pratiquer en même temps une politique socialement réactionnaire, il lui faut compartimenter ses activités et charger de vilains visages le public auquel elle s'adresse.

Le mythe de la Russie, « patrie socialiste », se dissipe chaque fois que ses représentants interviennent pour résoudre les problèmes de l'heure. Des réactions se produisent en peu de temps. Il faut donc mettre toutes les cartes dans son jeu et les abriter suivant les besoins du moment. Attelle, en Grande-Bretagne, peut parler en travailliste quand il s'adresse à ses électeurs ouvriers, en ami de la cause juive quand il traite avec des sionistes, et en arabophile quand il négocie avec les Egyptiens, il n'en demeure pas moins que les véritables motifs qui déterminent son action seront les intérêts supérieurs de l'Empire Britannique. De même, les communistes peuvent tour à tour soutenir les revendications ouvrières ou les souffres, revendiquer Trieste pour Tito en France, et pour Rome en Italie, cela n'a qu'une importance relative, puisque c'est en définitive le Kremlin qui décidera quelle bataille il faut gagner.

Ces contradictions ne peuvent toujours être dissimulées, et il faut alors feindre devant les foules qu'il s'agit d'opinions divergentes nées de la nature démocratique du système soviétique en Russie, ou des partis communistes, ailleurs.

Nous avons vu que les communistes hollandais se trouvent « divisés » sur la question des Indes néerlandaises, les uns soutenant les revendications des nationalistes indonésiens, les autres demandant le maintien des liens entre La Haye et Batavia. Nous avons les communistes arabes adversaires de l'immigration sioniste, et les communistes juifs palestiniens, partisans de l'immigration.

Contradictions indéniables, les autres s'agit de d'instruments toujours prêts, que les services russes manient au gré des circonstances.

honte et de l'insolence ; l'épicière s'est « fait tyrannique. Malheur à lui. »

Il termine sa lettre en disant : « Les bourgeois auront beau éternuer contre le soleil, ils ne parviendront pas à l'éteindre. »

La morale de Lachambaudie est supérieure à la morale de la fontaine. Exemple dans le Cigale et la Colombe. Contons-le, traitons le même sujet dans le Cigale, la Fourmi et la Colombe :

« Hé bien ! dansez maintenant
A dit la fourmi cruelle
La Colombe survenant :
« Pour la claque de la Colombe,
J'ai des graines à son choix
Si la pauvre créature
Ne regret de la nature
Pour tout trésor que sa voix
De fait faut-il qu'elle meure ?
Vous travaillez à toute heure,
Elle chante les moissons,
Ainsi tous nous remplissons
La loi que la nature impose
L'oiseau sans dire autre chose
A tire-d'aile aussitôt
Part et rapporte bientôt
Force graine dont le cigale
A son aise se régale.
O fourmi, ta dureté
A l'oisiveté peut plaire,
Colombe, moi je préfère
Ta toute simplicité.

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

Divers indices paraissent indiquer que l'appareil communiste a reçu des consignes pour introduire dans les Congrès et assemblées du parti, quelque apparence de vie démocratique. Nous n'en voulons de preuve que dans une émission de Radio-Moscou, le 25 juin, où à propos de la réunion du Soviet Suprême, il est déclaré que les députés n'ont pas osé critiquer les ministères et les ministres, qu'ils ne sont bons qu'à opiner du bonnet et à jaser de hauts parleurs. La même émission conseillait aux députés de tirer laçon des démocraties occidentales où la critique était vivante.

Nous sommes donc assurés qu'un vent démocratique va souffler de haut en bas de la pyramide russe jusque dans les moindres cellules de l'Etat. Avec cette rapidité de compréhension qui caractérise les fonctionnaires soviétiques de Russie et d'ailleurs, géomètres que les règles de libre discussion seront appliquées avec discipline et que pas un mot de ce qu'il faut dire pour le moment ne sera oublié par les porte-paroles de l'opposition.

Déjà, aux récentes assises de la bureaucratie communiste française, Johny Berlioz, député de l'Isère, a été désigné pour faire figure de mécontent. Et tous ceux qui, effectivement, sont las des tournants du P. C. et qui estiment que les considérations gouvernementales ou de politique extérieure prennent trop les questions de salaires ont pu croire qu'il se trouvait au P. C. des députés qui pensaient comme eux et avaient la possibilité d'exprimer leur point de vue.

Cette caricature de démocratie suffit, paraît-il, à calmer certaines inquiétudes des adhérents et des sympathisants, qui commencent à se demander s'ils consentent des réformes pour les grandes manœuvres ou des propagandes bénévoles pour des mots d'ordre qui n'avaient jamais été étudiés ou approuvés.

Que signifie cette nouvelle duperie ? En premier lieu, que l'Union Soviétique, comme tous les régimes, a le droit de se cacher plus longtemps les multiples contradictions qui la déchirent. Obligée à la fois de conserver ses moyens de

pression intérieurs dans tous les pays, pour peser sur les gouvernements locaux, et de pratiquer en même temps une politique socialement réactionnaire, il lui faut compartimenter ses activités et charger de vilains visages le public auquel elle s'adresse.

Le mythe de la Russie, « patrie socialiste », se dissipe chaque fois que ses représentants interviennent pour résoudre les problèmes de l'heure. Des réactions se produisent en peu de temps. Il faut donc mettre toutes les cartes dans son jeu et les abriter suivant les besoins du moment. Attelle, en Grande-Bretagne, peut parler en travailliste quand il s'adresse à ses électeurs ouvriers, en ami de la cause juive quand il traite avec des sionistes, et en arabophile quand il négocie avec les Egyptiens, il n'en demeure pas moins que les véritables motifs qui déterminent son action seront les intérêts supérieurs de l'Empire Britannique. De même, les communistes peuvent tour à tour soutenir les revendications ouvrières ou les souffres, revendiquer Trieste pour Tito en France, et pour Rome en Italie, cela n'a qu'une importance relative, puisque c'est en définitive le Kremlin qui décidera quelle bataille il faut gagner.

Ces contradictions ne peuvent toujours être dissimulées, et il faut alors feindre devant les foules qu'il s'agit d'opinions divergentes nées de la nature démocratique du système soviétique en Russie, ou des partis communistes, ailleurs.

Nous avons vu que les communistes hollandais se trouvent « divisés » sur la question des Indes néerlandaises, les uns soutenant les revendications des nationalistes indonésiens, les autres demandant le maintien des liens entre La Haye et Batavia. Nous avons les communistes arabes adversaires de l'immigration sioniste, et les communistes juifs palestiniens, partisans de l'immigration.

Contradictions indéniables, les autres s'agit de d'instruments toujours prêts, que les services russes manient au gré des circonstances.

honte et de l'insolence ; l'épicière s'est « fait tyrannique. Malheur à lui. »

Il termine sa lettre en disant : « Les bourgeois auront beau éternuer contre le soleil, ils ne parviendront pas à l'éteindre. »

La morale de Lachambaudie est supérieure à la morale de la fontaine. Exemple dans le Cigale et la Colombe. Contons-le, traitons le même sujet dans le Cigale, la Fourmi et la Colombe :

« Hé bien ! dansez maintenant
A dit la fourmi cruelle
La Colombe survenant :
« Pour la claque de la Colombe,
J'ai des graines à son choix
Si la pauvre créature
Ne regret de la nature
Pour tout trésor que sa voix
De fait faut-il qu'elle meure ?
Vous travaillez à toute heure,
Elle chante les moissons,
Ainsi tous nous remplissons
La loi que la nature impose
L'oiseau sans dire autre chose
A tire-d'aile aussitôt
Part et rapporte bientôt
Force graine dont le cigale
A son aise se régale.
O fourmi, ta dureté
A l'oisiveté peut plaire,
Colombe, moi je préfère
Ta toute simplicité.

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

Nouveaux sauvages dans les forêts

Ils ont entendu un oiseau chanter :
« Pourquoi chante-t-il, celui-là ?
« Quelle est sa situation ?
« A-t-il une autorisation ?
« A-t-on pris des renseignements sur lui ?
« Et d'abord, d'où lui vient cette branche ?
« Et ces feuilles ? Et ce ciel autour de lui ?
« Et surtout comment se fait-il
« Qu'il chante ?

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »

Et voilà pourquoi maintenant on voit
Des policiers contre oiseaux dans tous les bois

ARMAND ROBIN.
(Poèmes indésirables.)

« C'est très suspect !
« Etablissez vite un dossier ! »



LE SYNDICALISME



Le PATRONAT contre L'ETAT

Contradictions Sociales

Nous vivons dans une époque fertile en incidents nouveaux et dans une situation extraordinaire où ce qui était jugé, de l'avis du grand nombre, immuable la veille, est périmé le lendemain. Toutes les prévisions qui ne font pas de ce nouvel état de faits et d'esprit sont périmées immémoriellement par les événements. C'est que nous nous mouvons dans un moment historique, c'est que nous sommes en pleine transformation de toute sorte qui, commencée par une révolution dans l'industrie par les progrès de la technique, a débordé, par son ampleur même, sur l'économie nationale et même mondiale, et ces deux révolutions, industrielle et économique, vont engendrer — engendrent — leur fille légitime : la révolution sociale.

Celle-ci est déjà nettement perceptible. La conduite des événements, tant politiques que sociaux, tant spirituels que matériels, échappent des mains devenues débiles du grand capitaine d'industrie qui fit 1900 et aussi 1914. Nous abordons, oh ! très timidement, l'ère puissante des grandes réalisations collectivistes. L'exemple des 25 % est instructif et peut être cité comme témoin de ces grands et profonds bouleversements qui ont lieu ou qui se préparent.

Les revendications de salaires se présentent — il n'y a pas si longtemps encore — sous la forme individuelle, du personnel au patron. Puis ensuite des syndicats ouvriers aux syndicats patronaux. Enfin, en ce moment, elles font l'objet de discussions entre collectifs, parfois parfaitement en dehors de la question pure comme, entre autres, cette Union Nationale des Associations Familiales qui siège au sein de la Conférence Economique, conférence dont les enseignements motivent cet article.

Cette réunion d'organisations a émis des recommandations à notre gouvernement pour établir un nouvel et réel pouvoir d'achat du salaire. Ce pouvoir réel nouveau ne peut exister, selon les déclarations qu'a faites M. Ricard, vice-président du Conseil National du Patronat, à la Tribune Economique du 26 juillet, que grâce

« à la fermeté du gouvernement » pour appliquer une politique « énergique de compressions des dépenses publiques qui conditionnera la réussite ou l'échec du dispositif auquel nous nous sommes ralliés... » Or ces compressions indispensables, factrices vitales de la réussite, ne peuvent s'accomplir. Et voici pourquoi.

L'OGRE-ETAT

M. Robert Schuman, notre ministre des Finances, a révélé dans la presse que notre revenu national s'élèverait probablement à 2.000 milliards et que l'ensemble des dépenses de l'Etat est de 740 milliards. Un simple calcul démontre que les budgétaires de toutes sortes absorbent 37 % du travail national et cela dans des conditions qui rendent ce gros pourcentage complètement improductif. C'est surtout la forme improductive de ce prélèvement qui le rend plus lourd, insupportable même, en tout cas inextinguible davantage.

LES POLITICIENS SYNDICAUX A L'ŒUVRE A TOULOUSE

Reconstitution des Bandes POULIAN & Co

Les anciens militants ont connu dans les temps de crise, recrutés dans les partis de droite et à l'étranger, tant spirituels que matériels, étaient chargés de briser les grèves. Eh bien, à Toulouse nous connaissons ces méthodes actuellement, mais voilà : les équipes de briseurs de grève se recrutent chez les syndicalistes.

Le Syndicat des Diffuseurs de la Presse (C.G.T.) se met en grève parce que six journaux locaux sur sept rompent un accord avec le syndicat. Pour justifier leur attitude les communistes toulousains nous expliquent, déclarent que c'est une grève politique car le hasard a voulu que le seul journal qui respectait l'accord soit leur ennemi.

Nous avons pu voir ainsi malgré les protestations de camarades rotativistes (simples syndicalistes) s'élevant contre l'attitude d'autres camarades rotativistes, faire œuvre de jaunes en vendant les journaux. Ils ont répondu sans rire : « Nous sommes syndicalistes avant d'être syndicalistes, nous défendons la presse de la résistance ». Ces éléments n'étaient pas suffisamment nombreux pour briser la grève, on fit appel à la garde, en l'espèce au syndicat des métaux. On a pu voir ainsi leur secrétaire ex-membre de la Commune Nationale de la Charte Péjain, un des fondateurs du seul syndicat Unique à Toulouse, proposer de faire mettre en cage 200 ou 300 métallos pour vendre ladite presse de la résistance.

Nous avons vu ainsi une fois de plus au détriment des travailleurs les méfaits de la politique. Le journal M. R.P. a été vendu au siège du Parti Communiste entre les organes M.C.N. et P.C. mais le lendemain dimanche ces mêmes bandes, secrétaire général de l'U.D. en tête, avec le secrétaire des Métaux n'hésitent pas à interdire par la violence la vente de la presse libertaire (sans résultat d'ailleurs). Quelques communistes ont trouvé la pillule amère et demandé des explications au siège du P.C. Il leur a été répondu : « Nous vendons la presse de la résistance ». Tout cela gardé par une cinquantaine de fiers à bras qui se trouvaient à l'intérieur du siège du P.C. — ce qui n'a pas empêché les grévistes de saboter efficacement leur vente.

Dans un prochain numéro nous verrons les enseignements à tirer pour les travailleurs de ces conséquences de cette grève de son demi-échec et la responsabilité morale de l'échec. Nous disons une fois de plus aux travailleurs : il reste encore un espoir, reconstituer des syndicats indépendants où tous les exploités se trouveront comme autrui libres de penser et d'agir.

Qu'un commerçant prélève sa part du travail sous forme de bénéfices, c'est monstrueux du point de vue strictement social, humain. Mais comme ce prélèvement retombe infailliblement dans le cercle du commerce, son poids s'en fait moins sentir que celui d'un produit, songeons-le — dont s'arroge l'Etat.

Encore une fois, répétons-le, nous vivons une époque historique qui a été dans l'histoire de l'humanité et devant laquelle s'enthousiasment les générations futures qui nous jugeront favorablement, comme nous jugeons nos aïeux de 1789. Mais cette gloire future et posthume — se paie cher pour nous : l'enfermement est douloureux. Le stade actuel ne permet pas des économies à l'Etat et l'exemple des compressions Philipp sur le budget de l'Armée qui est présent encore dans toutes les mémoires, fait des difficultés de réduction furent immenses et qui s'avèrent actuellement inopérantes et dépassées, prouve l'impossibilité de ces économies.

L'Etat use ses dernières forces — qu'il rassemble dans l'ultime sursaut de celui qui ne veut pas mourir — contre les forces naissantes nouvelles du progrès social. Les revendications sociales, perception de gardien de l'état de choses existantes, en opposition aux demandes légitimes d'un monde avide de formules progressives.

LE PATRONAT formule desuète

Les temps actuels sont caractérisés par une accélération intense et progressive de l'évolution humaine. Nous vivons en plein bouillonnement social. Les nationalisations sont en tant d'exemples. Elles sont surtout le prélude — timide et aussi étonné d'ailleurs — de événements qui engloutiront le patronat en tant qu'institution établie.

Il est évident que le patronat français est actuellement géré par les prérogatives de plus en plus autoritaires de l'Etat. Géré par ces 37 % déjà cités, géré par le veto gouvernemental sur l'augmentation des prix de vente de ses produits, géré dans cette revendication de salaires. Il est à la recherche d'une bonne gestion financière de l'entreprise et cette conception se heurte aux impôts excessifs mais inévitables et indispensables pour le régime actuel, dont le patronat vit et tire ses privilèges appréciables. La « bonne gestion financière » de l'exploitation s'élève aussi contre les frais sociaux élevés et c'est de ce dernier heurt que s'écroulera le patronat tout entier. C'est de ce choc inéluctable, c'est de cette incompatibilité existant entre la recherche du profit individuel et des besoins impérieux d'un mieux-être des prolétaires de toutes conditions, que naîtront les événements favorables à la disparition et de l'Etat et du patronat, dont le sort est lié l'un à l'autre.

Car si les bénéfices patronaux — employons enfin le terme exact et juste — sont maintenant lésés par les exorbitances de l'Etat, que dire alors du sort du travailleur lésé, lui, non seulement par l'Etat, mais, au surplus, par le patronat ?... santes et impérieuses, nécessitent un Etat fort en vertu de sa con-

D'où une aggravation indispensable des charges et impôts qui alimentent cette puissance conservatrice. Cet accroissement des charges étatiques est le résultat inévitable et prévisible de la concentration, dernier stade du capitalisme. Le patronat français se trouve donc placé dans ce dilemme : ou accepter les ennemis — moraux et matériels — de l'ingérence de plus en plus tyrannique et coûteux de l'Etat, ou envisager un système où, comme Dieu dans le système Laplace, l'Etat n'aura pas sa place.

ACTIVITE SYNDICALE EN ITALIE

Le Congrès des délégués des Groupes de Défense Syndicaliste de la Fédération Anarchiste Italienne qui s'est tenu les 5 et 6 mai à Sestri Ponente avec l'intervention de nombreux représentants des Groupes de Défense de la Fédération et des Groupes Anarchistes a voté plusieurs motions dont nous reproduisons la plus importante.

L'unité de la classe travailleuse au sein des syndicats demeure l'élément essentiel de la lutte révolutionnaire.

Il est évident que pour être active et effective, cette unité doit émaner de la base, c'est-à-dire des travailleurs des usines, des champs, des mines, des chantiers, etc., et non des représentants des partis de droite ou de gauche.

Toutefois, pour que puisse être maintenue l'unité syndicale, il faut exiger la liberté de parole, la possibilité d'expression et d'application de toute idée agitée dans l'intérêt de la classe ouvrière, sans menace d'exclusion.

Il a été décidé de continuer dans cette voie et d'accroître l'activité des Groupes de Défense Syndicaliste et le travail fait en vue de libérer l'organisation syndicale de toute influence des partis afin de redonner sa physiologie naturelle au rôle historique du syndicat, de répandre plus énergiquement encore les méthodes essentielles de la lutte de classe et de l'action directe qui doivent aboutir à l'abolition du salariat.

La Revue
"PLUS LOIN"
LE N° 2 A PARU

SOMMAIRE
I. Servitudes économiques, par Loriot.
II. Les financiers dans la patrie, par Marcel Lepoll.
III. Un projet d'utopie, par M. P.
IV. La déportation balte en 1904 (Document), par M. P.
et d'autres articles.

PRIX : 25 FR.
ABONN. POUR LA FRANCE : 6° 110 fr. 12° 220 fr.
AUTRES PAYS : 6° 130 fr. 12° 260 fr.

Rédaction, administration
Robert Joulin, 25, r. du Poteau, PARIS-XVIII.
O.C.P. Paris 5888-21.
Envoyer toute la correspondance et tout versement à l'adresse ci-dessus.

Les beaux dimanches

Dans une chansonnette intitulée « Dimanche », le chansonnier Xanrof a écrit : « Enfin, dans ce jour inopiné, / Tout subit l'indemnité, / Le ciel même est d'un bleu stupide / Qu'on lui voit pas ordinairement. » Xanrof a raison... Le dimanche est un jour stupide, surtout pour les pauvres bourgeois dont le gousset est en platitudes le lyrisme des bardes de la résistance... (Voir Aragon, Eluard et consorts.)

A part quelques trop rares collisions sanglantes entre des automobiles bourgeoises, toutes les joies, toutes les satisfactions leur sont interdites : ils n'ont que la ressource de déambuler vaguement dans les rues mortes, en prenant garde de ne pas se trouver sur le même chemin que les représentants de la force publique toujours à l'affût d'un contrevenant quelconque, toujours prêts à l'étrépage de leur manque total d'intelligence et de mansuétude, universellement connu pourtant.

Le dimanche qui vient de passer ressemblait comme un frère à nos yeux à celui dont parle Xanrof : insipide, vide, inutile, nous ne savions comment l'utiliser... Nous nous étions malheureusement réveillés trop tard pour nous rendre à la fête champêtre que les jeunes libertaires offraient à Garches... (Prière de ne pas confondre ladite fête avec celle que les Staliniens organisent en même temps à Saint-Cloud, sous la présidence effective de ce M. Jacques Duclos, dont la tête présente tant d'analogie avec celle des oiseaux crépusculaires et la voix avec celle de feu P. Laval, ce M. Jacques Duclos que, soit en passant, bon nombre de Français abhorrent en attendant le jour possible où il sera interdit de ne pas l'aimer sous peine de procès-verbal.)

Ce dimanche, donc, s'annonçait vide et inutile quand, tout à coup, notre re-

gard tomba sur un exemplaire de « Témoignage Chrétien » que mettait en vente une vieille papeterie, peu soucieuse des lois de l'église ordonnant le repos dominical.

Exhumant la modeste somme de 6 francs de notre poche (la voix de Dieu n'a pas de prix), nous l'échangeâmes contre le journal en question et entrâmes dans un café, déterminés à en faire la lecture (en tentant, cela va de soi, l'impossible pour n'en pas laisser voir le titre scandaleux aux autres consommateurs lesquels, de ce fait, se fussent gaussez de notre personne).

Nous le lûmes d'un bout à l'autre... Il y avait belle lurette que nous n'avions accordé autant d'attention au seigneur ; mais aussi, quelle récompense ! La découverte de deux ou trois perles magnifiques dont nous ne saurions plus longtemps nous priver... Un certain Robert Morel, que nous élèverons à la dignité de saint, déclarait ingénument dans sa chronique littéraire que nous entrions dans une ère de luxure, déclaration qui nous obligea à émettre des doutes sur sa connaissance des temps passés, de ces temps où, à l'ombre de la religion catholique toute puissante, les Chrétiens et les Chrétiennes se livraient à des actes de débâche en face desquels ceux de nos contemporains pâlisseraient lamentablement.

Il est vrai que les catholiques, la débâche n'est condamnable que si elle a lieu au grand jour, tandis que dans les coins obscurs des couvents et des monastères on peut s'y adonner à... brie de abtue... Quelques lignes plus loin, le même saint Morel semblait oublier que sa divinité nous a posés nus sur la terre puis qu'il déplorait que les femmes portassent des jupes qui sont des tutus, des jupes insignifiantes laissant horriblement voir leurs jambes.

Pour qui ces armes ?

Le quartier général américain en Europe a publié une note relative aux « surplus » dans laquelle est incluse la réserve suivante : « Le gouvernement français doit posséder de tous les stocks américains désignés comme « surplus »... à l'exception du matériel de combat (munitions comprises) pour lequel le gouvernement américain a déjà signé un contrat de vente avec un « autre acheteur ».

Qui est l'acheteur ?

L'ALLEMAGNE ?

La France étant nommément désignée comme n'étant pas l'acheteur, le choix reste entre l'Angleterre et... l'Allemagne. Le simple énoncé de ce dernier pays nous fait sourire ? Nous pas. Rappelez-vous que l'industrie allemande fut remise sur pied, après la première guerre mondiale, par les industriels anglo-saxons, que ces derniers ont des « participations » dans l'économie allemande qui exigent l'octroi du charbon de la Ruhr, en priorité au « vaincu » au détriment des « vainqueurs » européens, que les hitlériens, réorganisés clandestinement, reçoivent le plus large appui de la part du gros capitalisme international, que tous les hommes, nous disons tous à la tête des trusts allemands sous Hitler, y sont restés encore. Qu'en pleine guerre, 652 grands chefs d'industrie allemands ont entamé des pourparlers avec leurs collègues du monde entier pour la liquidation de l'industrie allemande, que 751 cartels allemands dirigent des usines aux quatre coins du monde, que les usines de « I. G. Farben », ce trust le plus puissant du monde, n'ont jamais reçu une bombe pendant la guerre. Tous ces éléments sont autant d'indices permettant de paraître plausible l'octroi de ces armes au gouvernement allemand, en prévision de la participation du soldat allemand dans le conflit prochain américain-russe.

L'ANGLETERRE ?

La chose serait, elle aussi, probable, et ces armes auraient leur utilité dans cette 3^e guerre mondiale où l'Angleterre servirait de « brillant second » au capitalisme américain.

FRANCO ?

Cet acheteur est fort plausible. N'oublions pas que les Anglo-saxons ont des intérêts considérables en Espagne, que Franco négocie directement à Londres et indirectement par le biais de négociants de crédits en Livres Sterling qui, finalement, lui seront accordés. Que les Etats-Unis et l'Angleterre ont toujours refusés de rompre avec ce sinistre fantôme. Que la France française s'entrouvre actuellement que des travaux préliminaires ont lieu, en ce moment, à Madrid, pour l'identification des biens allemands. Que les gouvernements alliés — nous disons bien : alliés — ont fait savoir « qu'ils n'ont pas l'intention d'entamer » (en ce moment) des négociations avec le général Franco à « propos des avions allemands en Espagne ». Que les compagnies de pétrole anglo-saxonnes ont autorisé Franco à leur acheter le pétrole qu'il leur faut pour le moment, avant que l'autorisation fut donnée au gouvernement de Gaulle.

Mais, direz-vous, quelle corrélation y a-t-il entre ces vérités économiques et financières et la vente de ces armes ? C'est simple. La situation sociale en Espagne est grave de conséquences. La péninsule ibérique est à la veille de remous sociaux dont la portée est incalculable. Les partis politiques n'ont que très peu de partisans et d'ailleurs sans attache profonde avec le peuple. Les syndicalistes et les anarchistes dominent, de toute leur puissance qui est grande, le problème social espagnol. Leur influence est immense parmi les classes laborieuses et une révolution animée de l'esprit libertaire est, à juste titre, crainte pour le capitalisme international.

Les privilégiés internationaux savent que cette révolution expulsera impitoyablement leurs privilèges iniques en Espagne. Franco, s'opposant à l'insurrection nationale qui point, est indispensable ; encore faut-il que les moyens efficaces de répression, les engins modernes et meurtriers pour réduire la révolte éventuelle. Aussi lui laisse-t-on les bombardiers allemands jusqu'au nouvel avis. Aussi la vente de ces armes à Franco est-elle rendue possible et, peut-être est-ce la raison qui laisse dans l'ombre le nom de l'acheteur.

Communiqués

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

ROUBAIX ET ENVIRONS. — Permanence : 63, rue d'Avelgim, à Roubaix, chaque jour.
SAEN. — Permanence tous les vendredis de 10 h. à 11 h. 30 et le dimanche à 11 h. 30 et 12 h. 30, Café de la Terrasse, boulevard de la Gare, à Caen (face au Cinema Majestic).

UNION REGIONALE (Marseille). — Pour tout le mois d'août, la correspondance doit être adressée à Javard Charles, Boulevard des Faveux, quartier La Pommerie, à la Pomme (Bouches-du-Rhône).

Dans les groupes parisiens F.A.

PARIS-EST. — La prochaine réunion aura lieu le 30 août.
PARIS-VD. — Les camarades sont priés d'être présents, le vendredi 30 courant, à 30 h. 30 précises, au local habituel.
Ordre du jour : campagne d'union et questions diverses, y compris préparation du congrès.

JEUNESSE LIBERTAIRE DE NIMES

Siège : Bar Récina, place des Casernes. Réunion : tous les vendredis.
Permanence : lundi, jeudi, samedi.

Dans l'Internationale Anarchiste

NOUVELLES DU PEROU

Malgré les souffrances que des siècles de domination coloniale ont imposées au Pérou, dont le sol et les habitants ont été la proie des conquistadores, puis de l'Eglise, de l'Etat des dictatures, le Pérou s'éveille et nos camarades y font entendre l'expression la plus pure de notre idéal commun.

Une lettre de Lima (Pérou) montre que sur toute la terre, même dans les coins les plus isolés, l'idéal anarchiste reste intact et vibrant : « Dans la dispute pour l'hégémonie commerciale, la domination de l'argent, réalisée à base des millions de victimes tuées par la malice des uns et l'ignorance des autres, a vaincu. En même temps est tombé tout stimulant pour l'indépendance, la personnalité, et c'est ce qui est très grave. Vivre sans la pureté de dignité exemplaire qu'ont scellée nos ancêtres des associations ou vrières, dans les prisons, les tortures et l'exil, ce n'est pas vivre. Pour cela, et rien que pour cela, nous voulons vivre, entreprendre des tâches, afin que dans un temps peu éloigné, nous arrêtons l'insatiable désir perpétué dans l'histoire par les cyniques qui prétendent effacer de la carte humaine l'anarchisme, synonyme de Liberté... »

L'enthousiasme de nos camarades pour l'idéal, fait que justement ils condamnent la réformation et la collaboration politique. Le nantisme qu'ils nous font parvenir, édité à l'occasion du 1^{er} mai, est aussi actuel en Europe qu'en Amérique et rappelle aux travailleurs que les revendications purement matérielles d'augmentation de salaires sont un leurre et qu'ils n'y trouveront pas leur émancipation : «... Les anarchistes ont toujours été les Don Quichotte de la légende, éternellement amoureux de l'idéal, et non les enfants trompés

de Sancho Pança qui, semblables à la volaille affamée essaient de vivre en se satisfaisant de la bête morte ! Pour cette raison, en cette année où est terminée la seconde guerre — qui n'obéissait qu'aux intérêts capitalistes a laissé un bilan effroyable sur les peuples du monde — nous, les anarchistes, disons aux hommes qui alimentent les injustices que nous ne sommes d'accord avec aucune des réformes qu'essaient d'implanter leurs marionnettes politiques.

« Nous leur disons que l'exploitation de l'homme par l'homme ne se terminera pas avec une augmentation, en ce moment éloquent, que les capitalistes augmentent de plus en plus les impôts au détriment des besogneux. Ce qui veut dire bien clairement que la question des irréductibles n'est, ni ne sera, affaire de parlement ni des politiciens : elle doit être, sans doute, conquise même de l'homme convaincu et décidé. Rien, absolument rien, ne peut s'obtenir, nous le répétons, en ayant des salaires plus élevés, si le militarisme et la lépre du cléricalisme au milieu de tout le monstre de la fraternité des peuples et des capitalistes. »

Nous ne pouvons que souscrire à ce manifeste et saluons nos camarades du Pérou et du monde entier en les appelant pour qu'ils se resserrent dans une Fédération universelle qui nous aidera à la fraternité des peuples par le fédéralisme.

JEUNE, toi qui nous connais mal !

Si tu t'obstines à cheminer seul et sans chaussures sur la route où ils ont intentionnellement semé d'inévitables morceaux de verre, tu t'achèveras à n'avoir plus de pieds et à tomber le nez dans le ruisseau.

Alors, leurs filles et leurs fils s'amuseront à marcher sur toi avec leurs belles et solides bottes et, quand tu tourneras vers eux ta bouche suppliant, ils te feront à coups de talons. Si tu protestes, si tu cries, ils décideront que tu n'es pas digne d'être libre ; eux-mêmes, ils ne t'empêcheront pas de marcher sur toi et ils t'achèveront à la vermine. Ils enverront un de leurs esclaves prévenir les hommes de loi.

Ces brutes arriveront en automobile et, après t'avoir battu comme plâtre et traité de bandit, t'enterrent dans leurs prisons.

L'U. R. S. S. favorable au marasme économique

Les Soviétiques prétendent s'en tenir, eux aussi, à la lettre des accords de Potsdam. C'est qu'il existe, entre autre, une clause qui intéresse tout particulièrement les techniciens de l'Etat stalinien. Chacun sait que l'outilillage allemand excédentaire doit être partagé entre les vainqueurs. La Russie bénéficie d'un pourcentage élevé, le quart, par suite des dévastations dont elle fut l'objet. Or l'U.R.S.S. qui possède des matières premières considérables, manque de l'outilillage nécessaire à leur extraction et à leur transformation. Le maintien des quatre zones entraînant une stagnation industrielle, engendre ainsi un excédent indispensable à l'U.R.S.S.

L'intransigence russe se comprend. Ce pays a un besoin tyrannique de ces machines-outils pour la réussite du quatrième Plan Quinquennal. N'oublions pas que les Soviétiques veulent dépasser le potentiel industriel américain en 1950. Staline le répète constamment et le plan lui fait écho. Cette prétention — qui se justifie par ailleurs — est fondée sur l'idée d'une guerre prochaine et fatale entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. L'outilillage allemand est donc réclamé avec insistance en conséquence, et tous les faits et gestes des Soviétiques s'inspirent de cette éventualité incalculable.

Le soir, tandis que tu résisteras à des légions de pauvres, tu seras spécialement traité de semblera-t-il pour mettre obstacle à ton sommeil — et que tu grignoteras tristement un vieux croûton de pain que leurs chiens n'auront pas voulu, les honnêtes gens dans leurs palais danseront et feront bombance de diriges gaspillant les débris des hommes de loi livreront à l'admiration de leur famille les médailles dorées qu'on leur aura décerné à l'occasion de ton internement.

Et plus tard, si les coups et les privations ne sont pas venus à bout de ta pauvre carcasse, tu te rendras à la liberté afin que tu puisses voir les portes et les cœurs se fermer à ton nez et l'échine de tes semblables se courber jusqu'à terre sur le passage de tes honnêtes bourreaux.

C'est pourquoi camarade victime de l'injustice sociale tu ne dois plus continuer ta route seul mais te joindre à ces hommes qui luttent contre le capital, l'exploitation de l'homme par l'homme, le parlementarisme, les frontières, les guerres, la religion, etc. Ces hommes de bon vouloir ont vu des demandeurs pas d'un vain mot, tu es, ce que tu as fait, tu ne les trouvas pas dans le parti communiste stalinien, cette arme secrète du fascisme, ni chez les socialistes, ces ânes de Buridan, encore moins chez les pilliers d'église M.R. mais dans le seul groupement qui en ait vraiment « assez » des systèmes actuels, qui désire vraiment que « ça change », la Fédération anarchiste...

Pour le cas où, fâcheusement influencé par une propagande injuste et imbécile, hésiterais à te joindre à des bandits, tous les militants t'ont donné l'autorisation de venir vérifier que leurs poches ne contiennent ni bombes, ni armes à feu.

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez le « Libertaire », la petite qui résume avec clarté ce qui pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 20 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus.
S'adresser à : Louis-Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 539-76. PARIS.

FEDERATION ANARCHISTE

Congrès de la Fédération Anarchiste

Ce sont les 13-14-15 septembre 1946 qu'aura lieu, à Dijon, le 2^e Congrès ordinaire de la Fédération Anarchiste.

Le « Lien n° 7 » sera mis en vente à partir du 10 août. Il contient des informations sur la marche de l'organisation et des propositions de groupes devant être discutées par les militants avant le Congrès. Le n° 30 fr. plus 3 fr. pour frais d'envoi.

Une annexe au « Lien n° 7 » est sous presse, qui contiendra différents études et rapports. En prévision des délégations régionales au futur Conseil inter régional, dont le mode de nomination sera défini au Congrès, les militants sont invités à se reporter à l'étude développée dans le « Lien n° 6 » sur la constitution des régions au moyen de laquelle ils pourront se situer sur cette question.

Pour compléter la documentation nécessaire à la discussion, les militants sont informés que nous tenons à leur disposition le compte rendu

complet du congrès de 1945 au prix de 15 francs.

Diffusion du « Libertaire »

L'administration du journal rappelle aux militants quelle tient à leur disposition (gratuitement et à l'usage des seuls adhérents) les archives (compris des affichettes publicitaires) pour faire connaître notre journal. Nous demandons des cartes de contrôle de presse, par moyen desquelles les camarades pourront contrôler si le journal est bien mis en vente partout où il est déposé et si la répartition répond bien aux besoins.

Région parisienne

Le Secrétaire demande aux groupes de désigner chacun un délégué pour le Conseil Régional qui se tiendra début de septembre et dont la date sera ultérieurement fixée. Il rappelle que plusieurs groupes restent à pourvoir au bureau régional et que la Commission de contrôle financier de la région est à désigner. Bien vouloir présenter les candidatures au Secrétaire de la région (145, quai de Valmy, Paris, 10^e) avant le 1^{er} septembre.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Bernard Planchon. — La vie ardente de Louise Michel, 120.
Guy Tassinay. — Le Parquet des jours perdus, 25.
Guy Tassinay. — Les Mardochées, 25.
Jacques Dubois. — Economie distributive de l'abondance, 50.
Gardner Jackson. — Les Lettres de Sacco et de Vanzetti, 50.
Henry Pouillart. — L'enfantement de la

Kamiski. — Bakounine, 75.
J.-J. Rousseau. — Le Contrat social, 75.
Ersbacher. — L'anarchisme, 100.
X. — La Livre secret des Confesseurs, 50.

Loriot. — Education sexuelle, 50.
Loriot. — Crimes et Société, 50.
Loriot. — Barbarie allemande, 50.
Loriot. — La Bible comique, 70.
Loriot. — La Vie comique de Jésus, 70.
Loriot. — Histoire des Papes, 70.
Loriot. — Un mois chez les curés, 50.
Hachet. — Histoire de la création, 150.
Buehner. — Force et Matière, 150.
Yves Guyot. — La Démocratie individualiste, 50.
Gazelle. — Syndicalisme ouvrier et Evolution sociale, 50.
Jean Coterou. — La Cité sans Dieu, 40.
Létremy. — Religions et Sexualité, 50.
Vachet. — Lourdes et ses Mystères, 50.
Sébastien Faure. — L'Église à mort, 35.
Sébastien Faure. — Naissance et Mort des Dieux, 25.
Gharaz. — La Révolution prochaine, 50.
Gimenez. — La Suppression de la guerre, 50.

Loriot. — Lettres historiques, 50.
Guesde. — De la propriété à la Commune, 50.
G. Sorel. — D'Aristote à Marx, 50.
Lahriola. — Karl Marx, 50.
Berth. — Guerres des Etats et Guerres de classe, 70.
Berth. — Du Capital aux réflexions sur la violence, 50.
Angel. — Essais sur Georges Sorel, 50.
Béracha. — Le Marxisme après Marx, 50.
Ménard. — Prolonge d'une révolution, 50.
Kropotkine. — L'Entr'acte, 110.
Voltaire. — Ecossais l'infamie, 50.
Laurent Thallade. — Discours civiques, 50.
Jeanne Humbert. — En pleine vie, 60.
Jeanne Humbert. — Sous la Quarantaine, 50.
Darwin. — Origine des espèces, 50.
Jean Prugnot. — Béton armé, 125.

Le Gérant : Ch. DURAND

Imp. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2